



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 58

## **Loi sur les régimes complémentaires de retraite**

---

**Présentation**

**Présenté par  
Madame Pauline Marois  
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1985**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi remplace la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes dont l'adoption remonte à 1965. Ce projet constitue une refonte complète des normes législatives applicables aux régimes privés de retraite.*

*L'objet de ce projet de loi est d'assurer une meilleure protection des droits acquis par les travailleurs qui participent à un régime privé de retraite. À cette fin, le projet fixe des règles qui régissent l'établissement des régimes, leur fonctionnement et leur administration; il prescrit un ensemble de droits minimaux accordés aux participants à un régime et prévoit des mesures de contrôle et de surveillance des régimes.*

*Plus particulièrement, les chapitres I à VII traitent de la nature, de l'établissement et de l'entrée en vigueur des régimes, ainsi que de leur enregistrement auprès de la Régie des rentes du Québec. Ces chapitres énoncent quelles sont les prestations auxquelles ont droit les participants; ainsi, de nouvelles règles sont établies pour l'acquisition d'une rente différée après une courte période de participation (2 ans) et pour l'attribution d'un droit à la retraite anticipée. Il y est aussi prévu pour le conjoint le droit à une rente au cas de décès du participant. Ces chapitres édictent en outre des normes concernant l'harmonisation des régimes privés avec les régimes publics et reconnaissent aux participants à un régime le droit d'exiger le transfert de la valeur de ses droits dans un autre régime. Enfin, ces chapitres fixent une cotisation minimale que devra verser au régime tout employeur qui y est partie, et assurent un rendement minimal pour toute cotisation versée au régime.*

*Le chapitre VIII établit et renforce les droits des participants quant à l'obtention d'informations concernant les droits qu'ils ont acquis au titre de leur régime.*

*Le chapitre IX précise les normes de capitalisation et de solvabilité qui s'appliquent à tout régime non garanti.*

*Le chapitre X détermine les règles relatives à l'administration d'un régime; il prévoit qui peut être administrateur et quels sont ses droits, ses obligations et sa responsabilité. La section II de ce chapitre établit les règles devant régir le placement de l'actif d'un régime. Enfin, la section III porte sur l'administration provisoire d'un régime.*

*Le chapitre XI énonce les conditions à remplir pour terminer totalement ou partiellement un régime, ainsi que la manière de liquider le régime et d'acquitter les droits des participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison.*

*Enfin, ce projet prévoit qu'une décision ou ordonnance de la Régie peut faire l'objet d'une demande en révision et d'un appel. Il confère à la Régie des pouvoirs réglementaires ainsi que d'autres pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Ce projet crée en outre des infractions et prévoit les sanctions applicables. Il édicte en dernier lieu les dispositions transitoires et diverses requises, lesquelles prévoient notamment que l'article 25 et la section V du chapitre VI prennent effet à la date de présentation de ce projet à l'Assemblée nationale, et que l'article 386 a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984.*

#### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2);
- le Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25);
- la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40).



# Projet de loi 58

## **Loi sur les régimes complémentaires de retraite**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### APPLICATION

**1.** La présente loi s'applique aux régimes de retraite établis pour les travailleurs:

1° qui exécutent un travail au Québec, sauf dans les cas où, pour ce travail, ils relèvent d'un établissement situé hors du Québec, dans un endroit où le régime auquel ils adhèrent en raison de ce travail est régi par une loi équivalente, ou sont rémunérés par cet établissement sans relever d'aucun autre situé au Québec;

2° qui exécutent un travail hors du Québec et qui, pour ce travail, relèvent d'un établissement situé au Québec ou sont rémunérés par lui sans relever d'un établissement extérieur au Québec visé au paragraphe 1°;

3° qui, résidant au Québec et travaillant pour un employeur possédant un établissement situé au Québec, exécutent un travail hors du Québec sans relever ni recevoir leur rémunération de cet établissement, dans un endroit où le régime auquel ils adhèrent en raison de ce travail n'est pas régi à leur égard par une loi équivalente ou par une loi prescrivant des règles minimales pour l'acquisition d'une rente différée.

**2.** La présente loi ne s'applique pas:

1° à un régime de retraite auquel l'employeur n'est pas tenu de cotiser, sauf si l'adhésion à ce régime conditionne l'adhésion à un autre régime auquel il est tenu de cotiser ou, au contraire, est conditionnée par l'adhésion à cet autre régime;

2° à un régime d'intéressement des employés ou d'intéressement différé visé aux titres I et II du livre VII de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

3° à un régime de retraite établi par une loi, sauf si celle-ci l'assujettit à la présente loi.

**3.** Celui qui bénéficie des services d'un travailleur non salarié et cotise pour son compte à un régime est considéré, pour l'application de la présente loi, comme son employeur.

**4.** Le gouvernement peut déclarer équivalente toute loi étrangère comparable à la présente loi.

De même, il peut déclarer qu'une loi étrangère n'est plus équivalente.

**5.** Toute disposition d'un régime qui est inconciliable avec la présente loi est nulle; cependant, un régime peut prévoir pour le participant ou bénéficiaire des dispositions plus avantageuses que celles prévues par la présente loi.

## CHAPITRE II

### RÉGIME DE RETRAITE

#### SECTION I

##### NATURE

#### § 1.—*Dispositions générales*

**6.** Un régime de retraite est un ensemble de garanties assurant au participant le bénéfice d'une rente de retraite dans des conditions et à un âge donnés, dont le financement est assuré par des cotisations à la charge soit de l'employeur seul, soit de l'employeur et du participant.

**7.** À l'exception d'un régime garanti, tout régime doit avoir une caisse de retraite où sont versés les cotisations ainsi que les revenus qui en résultent.

Cette caisse constitue un patrimoine fiduciaire affecté au versement des remboursements et prestations dus aux participants et aux bénéficiaires.

**8.** En cas de doute, le régime non établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu s'interprète en faveur des participants ou bénéficiaires.

## § 2.—*Types*

**9.** Est garanti le régime dont les remboursements et prestations sont à tout moment garantis par un assureur.

**10.** Seul un assureur autorisé à pratiquer au Québec l'assurance sur la vie peut garantir des remboursements ou prestations prévus par un régime.

**11.** Le régime est à cotisation déterminée lorsqu'il détermine à l'avance les cotisations salariales et patronales, ou la méthode pour les calculer, et que la rente payable à l'âge normal de la retraite est fonction des sommes portées au compte du participant.

**12.** Le régime est à prestations partiellement déterminées lorsque la rente payable à l'âge normal de la retraite est égale à un pourcentage de la rémunération du participant.

**13.** Le régime est à prestations déterminées lorsque la rente payable à l'âge normal de la retraite est un montant déterminé, indépendant de la rémunération du participant.

**14.** Le régime est à cotisation et prestations déterminées lorsqu'il détermine à l'avance les cotisations salariales et patronales, ou la méthode pour les calculer, ainsi que la rente payable à l'âge normal de la retraite ou la méthode pour la calculer.

**15.** Est contributif le régime auquel le participant doit verser des cotisations.

**16.** Le régime interentreprises est celui auquel adhèrent des travailleurs relevant d'employeurs différents.

## SECTION II

## ÉTABLISSEMENT ET ENTRÉE EN VIGUEUR

**17.** Un régime entre en vigueur à l'une des dates suivantes, selon la première éventualité:

1° la date à compter de laquelle les services des travailleurs sont, pour la détermination de la rente payable à l'âge normal de la retraite, comptés au fur et à mesure qu'ils sont effectués;

2° la date à laquelle débute la perception des cotisations salariales.

Cependant, le régime interentreprises n'entre en vigueur à l'égard d'un employeur partie au régime qu'à la date à laquelle le paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa s'applique aux travailleurs à son service.

**18.** Celui qui établit un régime doit le constater par écrit au plus tard le quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de son entrée en vigueur.

Cet écrit doit indiquer:

1° la dénomination du régime, qui ne doit pas présenter de risque de confusion avec celle d'un autre régime;

2° les nom et adresse de l'employeur partie au régime;

3° la personne ou l'organisme mentionnés à l'article 189 qui administre le régime;

4° les conditions à remplir pour devenir participant et pour demeurer participant actif;

5° le caractère contributif ou non contributif du régime;

6° dans le cas d'un régime contributif, le caractère facultatif ou obligatoire de l'adhésion;

7° dans le cas d'un régime contributif à adhésion facultative, les conditions d'adhésion et de retrait du travailleur;

8° dans le cas d'un régime interentreprises, les conditions d'adhésion et de retrait d'un employeur;

9° l'âge normal de la retraite;

10° si des remboursements ou prestations sont garantis, le nom de l'assureur;

11° les cotisations salariales ou patronales, ou la méthode pour les calculer;

12° dans le cas d'un régime à prestations déterminées ou partiellement déterminées, le montant de la rente à laquelle a droit le participant actif lorsqu'il atteint l'âge normal de la retraite, ou la méthode de calcul de cette rente;

13° la nature des remboursements et des prestations, les conditions à remplir pour y avoir droit ainsi que la méthode pour les calculer;

14° le cas échéant, les pouvoirs qui habilitent l'administrateur à effectuer le transfert dans un autre régime de tout droit acquis par un participant au titre du régime ou de tout actif du régime, ainsi que les règles applicables à ce transfert;

15° la date d'entrée en vigueur du régime;

16° l'exercice financier du régime;

17° à qui est attribué tout excédent d'actif lors de la terminaison totale du régime.

**19.** Fait partie du régime tout contrat d'assurance par lequel un assureur garantit des remboursements et prestations prévus par ce régime.

**20.** Si un régime entre en vigueur avant son enregistrement, l'administrateur doit, dans les 30 jours, aviser la Régie des rentes du Québec de la date d'entrée en vigueur du régime et du fait que l'employeur perçoit des cotisations salariales, le cas échéant.

Cet avis fait aussi état, de façon succincte:

1° du type de régime établi;

2° de la rente à laquelle a droit le participant actif lorsqu'il atteint l'âge normal de la retraite ou de la méthode pour la calculer;

3° des cotisations salariales ou patronales, ou de la méthode pour les calculer;

4° des nom et adresse de l'administrateur du régime.

L'avis doit en outre être accompagné d'une déclaration de l'administrateur désigné, attestant son acceptation de la charge.

**21.** L'administrateur du régime entré en vigueur avant son enregistrement doit, dès réception des cotisations, les déposer auprès d'une banque, une société d'entraide économique, une caisse d'épargne et de crédit, une société de fiducie, un assureur ou une autre institution qui est titulaire d'un permis en vigueur délivré suivant la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) et les garder en dépôt jusqu'à l'enregistrement du régime.

Ce dépôt doit être remboursable à vue ou sur avis d'au plus 30 jours.

**22.** Un régime ne cesse d'être en vigueur que si la Régie radie son enregistrement, dans les cas visés à l'article 39.

Toutefois, si le régime n'est pas enregistré conformément à la présente loi, il ne cesse d'être en vigueur qu'à la date fixée par la Régie.

### SECTION III

#### MODIFICATION

**23.** Sauf stipulation contraire, l'employeur peut, unilatéralement, modifier le régime.

Cependant, dans le cas d'un régime interentreprises, la modification ne s'applique qu'à l'employeur qui y consent.

**24.** Aucune modification d'un régime ne peut entrer en vigueur avant son enregistrement par la Régie.

Sous réserve de l'article 26, une modification enregistrée peut toutefois rétroagir à une date antérieure à son enregistrement.

**25.** Aucune modification d'un régime dont l'objet est d'attribuer à l'employeur l'excédent d'actif déterminé lors de la terminaison totale du régime, ne peut prendre effet avant l'expiration du trente-sixième mois qui suit celui au cours duquel cette modification est enregistrée par la Régie.

**26.** Aucune modification réduisant les avantages accordés aux participants ou bénéficiaires ne peut prendre effet, dans le cas où elle est établie par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, avant la date de prise d'effet de ladite convention ou sentence ou, dans les autres cas, avant la date d'envoi ou de publication de l'avis prévu à l'article 31.

**27.** Les modifications réduisant les garanties accordées aux participants ne peuvent porter que sur les services effectués après la date de prise d'effet de cette modification.

### CHAPITRE III

#### ENREGISTREMENT D'UN RÉGIME OU D'UNE MODIFICATION

**28.** Tout régime doit être enregistré auprès de la Régie, ainsi que chacune de ses modifications.

**29.** L'administrateur du régime présente à la Régie la demande d'enregistrement.

Cette demande est accompagnée:

1° d'une copie du régime ou de la modification, certifiée conforme par l'administrateur et, si des remboursements ou prestations sont garantis, d'une copie du contrat d'assurance certifiée conforme par l'assureur;

2° le cas échéant, des noms et adresses des membres du comité de retraite ou du comité d'employeurs;

3° du consentement écrit de l'employeur aux obligations qui lui incombent en vertu du régime ou de la modification, sauf, dans le cas d'un régime interentreprises, si l'administrateur atteste qu'il a obtenu ce consentement de chaque employeur et qu'il peut le présenter à la Régie sur demande;

4° du rapport visé à l'article 142;

5° dans le cas d'un régime auquel ne s'applique pas le chapitre IX, d'un rapport préparé par une personne déterminée par règlement et contenant les renseignements prescrits par ce règlement;

6° des droits prescrits par règlement;

7° des autres documents ou renseignements déterminés par règlement.

**30.** La demande d'enregistrement d'un régime doit être présentée à la Régie au plus tard le quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de son entrée en vigueur ou dans tout délai supplémentaire que peut accorder la Régie.

**31.** L'administrateur qui projette de demander l'enregistrement d'un régime ou d'une modification non établis par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, doit en informer chaque participant et, dans le cas de l'enregistrement du régime, chaque travailleur admissible:

1° soit en lui fournissant un avis indiquant qu'un enregistrement sera demandé à la Régie et que le texte du régime ou de la modification projetés peut être examiné à son bureau ou à l'établissement de l'employeur le plus près de sa résidence;

2° soit en faisant parvenir cet avis à l'employeur qui, sur réception, doit l'afficher dans un endroit bien en vue de son établissement où travaillent, au Québec, le plus grand nombre de participants ou de travailleurs admissibles;

3° soit en faisant publier cet avis dans un quotidien distribué dans la localité où est situé l'établissement visé au paragraphe 2°.

Copie de cet avis doit aussi être fournie à la Régie.

**32.** Dans le cas où la demande d'enregistrement d'un régime ou d'une modification satisfait aux conditions prescrites par la présente loi, la Régie fait parvenir immédiatement à l'administrateur qui l'a présentée un accusé de réception indiquant la date de réception de la demande.

La Régie avise sans délai l'administrateur qui a présenté une demande d'enregistrement incomplète, précisant les renseignements qui manquent et qu'il doit lui fournir.

**33.** La Régie n'est pas tenue, aux fins de l'enregistrement d'un régime ou d'une modification, d'en vérifier la conformité avec la présente loi.

**34.** La Régie doit, après avoir donné à tout intéressé l'occasion de se faire entendre, refuser l'enregistrement si elle juge que le régime, la modification ou l'évaluation actuarielle qui s'y rapporte n'est pas conforme à la présente loi.

**35.** La Régie doit, chaque fois qu'elle refuse de procéder à un enregistrement, en informer l'administrateur au moyen d'un avis écrit précisant les motifs de son refus.

**36.** Après avoir procédé à l'enregistrement, la Régie délivre un certificat à l'administrateur.

**37.** Tout régime ou modification dont la demande d'enregistrement a fait l'objet d'un accusé réception est réputé enregistré si, dans les 60 jours qui suivent la date indiquée dans l'accusé réception, l'administrateur qui l'a présentée n'a pas reçu de la Régie une demande de renseignements complémentaires, un avis de refus ou un certificat d'enregistrement.

**38.** L'enregistrement du régime ou de la modification ne fait pas foi de sa conformité avec la présente loi.

**39.** La Régie peut radier l'enregistrement d'un régime dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° si, en raison d'un transfert visé à l'article 125 ou 255, ou de la terminaison totale du régime effectuée conformément au chapitre XI, aucun participant ou bénéficiaire ne conserve de droits en vertu du régime et si ce dernier n'a plus d'actif;

2° si le régime cesse d'être régi par la présente loi.

Lorsqu'elle radie l'enregistrement d'un régime, la Régie en avise l'administrateur.

## CHAPITRE IV

### ADHÉSION

**40.** Le travailleur devient participant à un régime dès son adhésion.

Il le demeure jusqu'à ce que les droits qu'il acquiert au titre de ce régime soient transférés ou acquittés conformément à ce dernier et à la présente loi.

**41.** Le travailleur adhère à un régime dès que se produit l'un des faits suivants:

1° le versement d'une cotisation au régime par le travailleur ou pour son compte;

2° la satisfaction par le travailleur des conditions d'adhésion prévues par le régime.

**42.** A droit d'adhérer à un régime tout travailleur au service de l'employeur partie à ce régime, qui exécute un travail similaire ou identique à celui des participants et qui, au cours de deux années civiles

consécutives et antérieures à sa demande d'adhésion, a reçu de cet employeur, pour chacune de ces années, une rémunération au moins égale à 35% du maximum des gains admissibles établi conformément à la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) pour ces années.

Dans le cas d'un régime interentreprises, si le travailleur visé au premier alinéa a été au service de plusieurs employeurs parties au régime, la rémunération minimale que requiert cet alinéa est établie en comptant la rémunération reçue de chacun de ces employeurs.

**43.** Le travailleur qui adhère à un régime est un participant actif jusqu'à ce que se produise l'un des faits suivants:

1° son retrait du régime, effectué conformément aux conditions prévues par ce régime;

2° la cessation de son travail continu, sauf le cas d'un régime interentreprises prévoyant que le participant continue d'adhérer au régime malgré cette cessation;

3° son décès;

4° la non-conformité aux conditions d'adhésion prévues par le régime.

## CHAPITRE V

### COTISATIONS

**44.** La cotisation salariale est la quote-part que doit verser au régime le participant actif, et la cotisation patronale, celle que doit y verser l'employeur.

**45.** La cotisation volontaire est la somme que le participant choisit de verser au régime, sans contrepartie obligatoire de l'employeur.

**46.** La cotisation normale est la somme que doivent verser au régime les participants actifs ou l'employeur pour permettre l'acquittement des remboursements et prestations prévus par le régime au titre des services effectués pendant un exercice financier du régime et reconnus par ce dernier.

**47.** Tout employeur doit, au cours de chaque exercice financier du régime auquel il est partie, verser à la caisse de retraite ou, selon

le cas, à l'assureur une cotisation patronale qui, ajoutée aux cotisations salariales, égale au moins:

1° dans le cas d'un régime non garanti, la somme de la cotisation normale établie conformément aux articles 149 et 150 et des montants d'amortissement déterminés en application de l'article 168;

2° dans le cas d'un régime garanti, la cotisation normale établie conformément aux articles 149 et 150.

Dans le cas d'un régime interentreprises, cette cotisation patronale est versée par l'ensemble des employeurs parties au régime.

**48.** Dans le cas d'un régime garanti, la cotisation normale correspond à la prime exigée par l'assureur pour garantir les remboursements et prestations auxquels ont droit les participants au titre de leurs services effectués au cours d'un exercice financier du régime et reconnus par ce dernier.

En outre, si l'assureur garantit des remboursements et prestations au titre des services reconnus relatifs à une période antérieure à l'exercice financier en cours, la prime exigible doit, pour que le régime puisse demeurer garanti, être versée à l'assureur en un seul versement dès que le régime reconnaît ces services ou améliore les avantages qui leur sont afférents.

**49.** La cotisation patronale doit être versée en autant de mensualités qu'il y a de mois dans l'exercice financier du régime et au plus tard le dernier jour de chaque mois.

Ces mensualités doivent être égales. Toutefois, si elles se rapportent à la cotisation normale, elles peuvent représenter un pourcentage uniforme de la masse salariale versée aux participants actifs.

**50.** Lorsque la période d'amortissement d'un déficit actuariel débute ou se termine au cours d'un exercice financier du régime, le montant d'amortissement déterminé en vertu de l'article 159 pour cet exercice doit être versé en autant de mensualités qu'il y a de mois dans la portion de cet exercice financier comprise dans la période d'amortissement.

**51.** Celui qui perçoit des cotisations salariales ou volontaires doit, dès leur perception, les verser pour le compte du participant à la caisse de retraite ou, dans le cas d'un régime garanti, à l'assureur.

**52.** L'administrateur d'un régime non garanti doit remettre à l'assureur, dès sa réception, toute cotisation donnant droit à des remboursements ou prestations garantis par cet assureur.

**53.** Toute cotisation salariale et volontaire ainsi que, dans le cas d'un régime à cotisation déterminée, toute cotisation patronale portent intérêt, dès qu'elles sont versées à la caisse de retraite ou à l'assureur:

1° dans le cas d'un régime non garanti autre qu'un régime à cotisation déterminée, au taux de rendement annuel obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite des frais de placement, ou, si le régime le prévoit, au taux déterminé par règlement;

2° dans le cas d'un régime à cotisation déterminée, au taux de rendement annuel obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite des frais de placement ainsi que des frais d'administration;

3° dans le cas d'un régime garanti, au taux déterminé par règlement.

**54.** Lorsqu'un participant ou un de ses ayants droit a acquis droit à une prestation au titre du régime, seules les cotisations salariales qui excèdent le plafond fixé par l'article 68, ainsi que les cotisations volontaires continuent de porter intérêt au taux prévu à l'article 53 jusqu'à ce que, selon le cas, elles fassent l'objet d'un transfert visé à l'article 117 ou 118 ou d'un remboursement, ou jusqu'à ce qu'une rente additionnelle visée à l'article 105 ou 106 soit constituée avec ces cotisations.

**55.** À moins que le régime ou, dans le cas d'un régime garanti, le contrat d'assurance ne fixe un taux d'intérêt supérieur, toute cotisation qui n'est pas versée à la caisse de retraite ou à l'assureur conformément à la présente loi porte intérêt, à compter de la date du défaut, au taux visé à l'article 53.

**56.** Jusqu'à son versement à la caisse de retraite ou à l'assureur, toute cotisation fait partie de la rémunération du participant et est réputée détenue en fiducie par l'employeur.

**57.** L'administrateur doit, dans les 60 jours qui suivent la date de son échéance, aviser la Régie de toute cotisation impayée, sous peine d'en être tenu responsable solidairement avec l'employeur défaillant.

**58.** Lorsqu'un comité d'employeurs ou un comité de retraite qui administre le régime omet d'aviser la Régie conformément à l'article 57, la responsabilité qui y est prévue incombe à ses membres.

**59.** Les membres du conseil d'administration d'une personne morale partie à un régime à titre d'employeur sont solidairement responsables avec elle des cotisations devenues échues et non versées au cours de leur mandat, jusqu'à concurrence de six mois de cotisation.

Toutefois, si cet employeur est également l'administrateur, le plafond de six mois prévu au premier alinéa ne s'applique pas.

La responsabilité d'un membre du conseil d'administration n'est engagée en vertu du présent article que dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° la personne morale est poursuivie dans les deux ans qui suivent la date d'échéance de la cotisation impayée et l'exécution n'a pu satisfaire au montant accordé par jugement;

2° la personne morale, pendant la période prévue au paragraphe 1° du présent alinéa, fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation ou devient faillie au sens de la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970, chapitre B-3) et une réclamation est déposée.

**60.** La responsabilité prévue aux articles 57 à 59 se limite aux cotisations échues et non versées avant la date de terminaison du régime.

Elle s'étend en outre aux intérêts dus en vertu du régime ou de l'article 55.

**61.** Dans le cas d'un régime garanti, l'assureur doit, dans les 60 jours qui suivent la date de son échéance, aviser la Régie de toute cotisation impayée.

S'il n'avise pas la Régie conformément au premier alinéa, l'assureur est réputé, pour les fins de la garantie qu'il doit accorder en vertu de l'article 72, avoir reçu cette cotisation.

## CHAPITRE VI

## REMBOURSEMENT ET PRESTATIONS

## SECTION I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**62.** Le travail continu d'un travailleur est la période ininterrompue durant laquelle il exécute un travail pour l'employeur, sans égard aux périodes d'absence temporaire.

Le changement d'employeurs, pourvu que la Régie ait autorisé le transfert d'engagements conformément à l'article 125 ou 126, n'a pas pour effet d'interrompre la période de travail continu pour l'application du régime.

**63.** Les services reconnus à un participant sont les services qui, en vertu d'un régime, sont comptés pour l'acquisition du droit à des prestations ou pour leur calcul.

**64.** Lorsqu'un régime interentreprises est terminé partiellement en conformité avec le chapitre XI, doivent être comptés, aux fins de l'acquisition du droit à des prestations, les services que reconnaît ce régime avant la date de terminaison à tout participant visé par cette terminaison qui demeure participant actif après cette date.

**65.** À moins d'être approuvée par la Régie, la méthode de calcul de la rente normale visée à l'article 86 ne peut, pour un même groupe de participants et pour une même période de services reconnus, varier notamment en fonction de l'âge ou du nombre d'années de travail ou de services reconnus.

**66.** Sous réserve de l'article 108, toute rente servie en vertu d'un régime doit être viagère et ne peut être payée sous une autre forme du vivant du participant ou, dans le cas d'une rente au conjoint, du vivant du conjoint.

**67.** Les montants périodiques payables au titre d'une rente doivent être égaux, à moins que chaque montant à verser ne soit uniformément modifié en raison de la variation d'un indice utilisé pour la détermination de cette rente, ou en raison d'un aménagement prévu à l'article 108.

**68.** Dans le cas d'un régime contributif à prestations déterminées, à prestations partiellement déterminées ou à cotisation et prestations

déterminées, les cotisations salariales versées par un participant, avec les intérêts accumulés, ne peuvent servir à acquitter plus de 50% de la valeur de toute prestation, autre que celle visée à l'article 92, à laquelle acquiert droit au titre du régime ce participant ou un de ses ayants droit.

Cette valeur doit être déterminée à la date d'acquisition du droit à une prestation.

**69.** Les hypothèses et méthodes actuarielles servant à déterminer la valeur visée à l'article 68 doivent être transmises à la Régie par l'administrateur, au plus tard le trentième jour qui précède celui de leur application.

Elles peuvent être examinées à tout moment par toute personne qui a droit à une prestation au titre du régime ou par son mandataire, au bureau de l'administrateur ou à l'établissement de l'employeur le plus près de la résidence du participant.

**70.** L'ayant droit d'un participant décédé sans avoir reçu aucun remboursement ni prestation a droit:

1° au remboursement des cotisations salariales ou volontaires versées par le participant, avec les intérêts accumulés, si ce dernier n'avait pas droit à une rente visée au paragraphe 2°;

2° à la valeur de toute rente à laquelle le participant avait droit avant son décès ou à laquelle il aurait eu droit s'il avait cessé d'être participant actif le jour du décès pour une raison autre que ce décès, ainsi que, dans ce cas, au remboursement des cotisations volontaires ou des cotisations salariales qui excèdent le plafond fixé par l'article 68, avec les intérêts accumulés.

**71.** Toute prestation déterminée sur la base de la rente normale visée à l'article 86 doit, si cette rente est établie d'après l'évolution de la rémunération du participant au cours de son emploi, tenir compte de cette évolution jusqu'à la fin de son travail continu.

Toutefois, le régime peut prévoir que les prestations cesseront d'en tenir compte avant la fin du travail continu, pourvu que ce ne soit pas avant la date à laquelle le participant cesse d'être participant actif.

**72.** Dans le cas d'un régime garanti ou d'un régime non garanti dans lequel des remboursements ou prestations sont garantis par un assureur, la garantie doit, pour les services effectués au cours d'un exercice financier du régime et reconnus par ce dernier, être accordée

au fur et à mesure que l'assureur reçoit des cotisations de l'employeur ou de l'administrateur.

Quant aux services reconnus au titre d'une période antérieure à l'exercice financier en cours, la garantie doit être accordée dès réception du montant total de la prime exigée par l'assureur.

**73.** Le participant peut, par un écrit transmis à l'administrateur ou à l'assureur, ou par testament, retirer la qualité de bénéficiaire à toute personne qu'il a désignée à ce titre conformément au régime.

**74.** À l'exception des articles 70, 72, 73, 78 et 106 à 109, le présent chapitre ne s'applique pas aux cotisations volontaires.

## SECTION II

### REMBOURSEMENT

**75.** Tout participant a droit au remboursement des cotisations salariales qu'il a versées au régime, avec les intérêts accumulés.

**76.** Le remboursement prévu à l'article 75 est interdit:

1° si le participant n'a pas cessé son travail continu ni, dans le cas d'un régime interentreprises, d'être participant actif;

2° si le participant a droit à une rente, à moins que le régime ne prévoit qu'il peut opter pour ce remboursement même s'il a acquis droit à une rente différée avant de remplir les conditions prévues par la présente loi pour avoir droit à cette dernière rente.

Le remboursement qui résulte de l'option mentionnée au paragraphe 2° du premier alinéa ne peut cependant être effectué après que le participant ait rempli les conditions prévues par la présente loi pour avoir droit à la rente différée.

**77.** Il ne peut être effectué aucun remboursement à un participant des cotisations patronales versées pour son compte au régime et des intérêts accumulés si le remboursement de ses cotisations salariales est interdit.

**78.** Sauf si elles résultent de la conversion de cotisations salariales ou patronales qui ont fait l'objet d'un transfert visé à l'article 117 ou 118, le participant a droit de retirer à tout moment la valeur des cotisations volontaires portées à son compte, avec les intérêts accumulés.

## SECTION III

## PRESTATIONS

§ 1.—*Rente différée*

**79.** La rente différée est la rente de retraite dont le service est différé à l'âge normal de la retraite.

**80.** La rente différée doit comporter les mêmes caractéristiques que celles de la rente normale visée à l'article 86, à l'exception:

1° de celles visées aux articles 90 à 95;

2° du complément de rente prévu par le régime pour le versement d'une rente normale minimale, qui peut, avec l'approbation de la Régie, ne pas être compté aux fins de la détermination de la rente différée.

**81.** Tout participant a droit à la rente différée s'il a été participant actif pendant au moins deux ans et s'il cesse son travail continu ou, dans le cas prévu au paragraphe 2° de l'article 43, s'il cesse d'être participant actif.

**82.** La rente différée accordée en vertu de l'article 81 doit être au moins égale à la rente normale visée à l'article 86, déterminée en vertu du régime.

§ 2.—*Rente anticipée*

**83.** La rente anticipée est la rente de retraite dont le service débute avant l'âge normal de la retraite.

**84.** A droit à une rente anticipée tout participant qui cesse de travailler dans les cinq ans qui précèdent la date à laquelle il atteindra l'âge normal de la retraite.

Malgré le premier alinéa, le participant qui, n'ayant pas cessé de travailler, a droit à une rente différée acquise au titre de services effectués auprès d'un ancien employeur peut anticiper le service de cette rente s'il en fait la demande dans le délai prévu au premier alinéa.

**85.** La valeur de la rente anticipée doit être au moins égale à la valeur de la rente normale visée à l'article 86, actualisée à la date à laquelle débute le service de la rente anticipée.

### § 3.—*Rente normale*

**86.** La rente normale est la rente de retraite dont le service débute à l'âge normal de la retraite.

**87.** À moins que la rente normale ne soit ajournée conformément à l'article 90, tout participant actif a droit à cette rente dès qu'il atteint l'âge normal de la retraite.

**88.** L'âge normal de la retraite ne peut excéder le jour du soixante-cinquième anniversaire de naissance du participant.

### § 4.—*Rente ajournée*

**89.** La rente ajournée est la rente de retraite dont le service débute après l'âge normal de la retraite.

**90.** La rente normale d'un participant doit être ajournée lorsque, après l'âge normal de la retraite, il demeure au travail auprès de l'employeur pour lequel il travaillait à cet âge.

**91.** Le participant a droit au service de tout ou partie de sa rente normale pendant la période d'ajournement, mais seulement dans la mesure nécessaire pour compenser toute réduction de rémunération, déterminée de la manière prescrite par règlement, qui est survenue au cours de cette période.

Toutefois, après entente avec son employeur et si le régime le prévoit, le participant peut recevoir tout ou partie de sa rente sans égard à la limite prévue au premier alinéa.

Le participant ne peut faire la demande prévue au premier alinéa plus d'une fois par période de 12 mois, sauf entente avec l'administrateur.

**92.** Si des cotisations sont versées durant la période d'ajournement, la rente additionnelle qui en résulte doit être au moins égale en valeur à la rente que constitueraient, à la fin de la période d'ajournement, les cotisations salariales versées au cours de cette période, avec les intérêts accumulés.

**93.** Si le participant dont tout ou partie de la rente normale a été ajournée décède durant la période d'ajournement, le paiement du montant non versé de cette rente est réputé avoir débuté le jour précédant le décès.

**94.** S'il y a ajournement de tout ou partie de la rente normale, le montant de la rente non versé durant la période d'ajournement doit être revalorisé à la fin de l'ajournement.

Le régime doit prévoir comment s'effectue cette revalorisation.

**95.** L'ajournement de la rente normale prend fin :

1° dès que le participant cesse de travailler pour l'employeur au service duquel il travaillait à l'âge normal de la retraite;

2° dès que le régime n'est plus en mesure, en raison de cet ajournement, de demeurer un régime enregistré de retraite au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts.

**96.** Lorsque le régime permet au participant qui a droit à une rente devenue payable de la remplacer en tout ou en partie, s'il décide de l'ajourner après l'âge normal de la retraite, par une rente revalorisée, la revalorisation doit se faire conformément à l'article 97.

**97.** La revalorisation de la rente ajournée doit être telle que la rente payable à la fin de l'ajournement soit actuariellement équivalente à celle dont le service aurait débuté à l'âge normal de la retraite, n'eût été de son ajournement.

Cette revalorisation ne doit pas créer dans la caisse de retraite seulement des excédents d'actif ou seulement des déficits.

#### § 5.—*Rente d'invalidité*

**98.** La valeur de la rente qu'accorde le régime au participant devenu invalide et qui, de ce fait, a cessé son travail continu ou a cessé d'être participant actif, doit être au moins égale à la valeur des droits qu'aurait acquis ce participant sans invalidité, actualisée à l'une des dates suivantes, selon la dernière éventualité :

1° la date à laquelle il a cessé son travail continu;

2° la date à laquelle il a cessé d'être participant actif.

#### § 6.—*Rente au conjoint*

**99.** Le conjoint d'un participant a droit à une rente à compter du décès de ce dernier si le participant recevait, avant son décès, une rente prévue par la présente section.

Toutefois, le conjoint peut, avec le consentement du participant, renoncer à ce droit; la renonciation doit intervenir avant le début du service de la rente du participant et elle est irrévocable.

**100.** Le montant de la rente au conjoint doit être au moins égal à 60% du montant de la rente servie au participant.

**101.** La somme de la valeur de la rente au conjoint et de la valeur de la rente du participant réduite en raison du droit accordé au conjoint, doit être au moins égale à la valeur de la rente que le participant aurait reçue n'eût été du droit accordée au conjoint.

**102.** Pour l'application de la présente sous-section, le conjoint est la personne qui, à la date à laquelle débute le service de la rente du participant ou, dans le cas visé à l'article 103, à la date de l'avis prévu audit article:

1° est mariée au participant;

2° si ni elle ni le participant ne sont mariés à cette date à une autre personne, vit maritalement avec le participant et est publiquement représentée comme son conjoint depuis un an si un enfant est né ou à naître de cette union ou, dans le cas contraire, depuis au moins trois ans.

**103.** La personne qui devient le conjoint du participant après que ce dernier ait commencé à recevoir une rente prévue par la présente section, n'a droit à la rente au conjoint que si le participant avise par écrit l'administrateur de l'existence de ce conjoint et lui demande qu'en conséquence la rente qu'il reçoit soit déterminée de nouveau.

**104.** L'annulation du mariage ou le divorce n'éteint pas le droit accordé au conjoint par la présente sous-section, à moins que le participant n'en fasse la demande par écrit à l'administrateur.

Il en va de même lorsque la personne non mariée cesse de vivre maritalement avec le participant non marié et d'être publiquement représentée comme son conjoint.

S'il y a extinction du droit à la rente au conjoint, la rente du participant doit être déterminée de nouveau de façon que sa valeur ne soit pas, à compter de la date de la demande, inférieure au solde de la valeur de la rente à laquelle avaient droit le participant et le conjoint avant cette date.

### § 7.—*Rente additionnelle*

**105.** Tout participant dont les cotisations salariales, avec les intérêts accumulés, excèdent le plafond fixé par l'article 68 a droit, à compter de la date à laquelle une rente commence à lui être servie au titre du régime, à la constitution d'une rente additionnelle avec cet excédent et les intérêts accumulés.

**106.** Sauf si ces cotisations sont retirées du régime en vertu de l'article 78, tout participant au compte duquel sont portées des cotisations volontaires a droit, à compter de la date à laquelle une rente commence à lui être servie au titre du régime, à la constitution d'une rente additionnelle avec ces cotisations et les intérêts accumulés.

**107.** La rente additionnelle doit être déterminée suivant des hypothèses et méthodes actuarielles identiques à celles qui, à la date à laquelle commence le service de cette rente, sont utilisées pour déterminer la valeur visée à l'article 68.

Cette rente additionnelle doit en outre comporter les mêmes caractéristiques que la rente normale, à l'exception du complément de rente prévu par le régime pour le versement d'une rente normale minimale.

## SECTION IV

### AMÉNAGEMENTS

**108.** Le régime peut permettre au participant ou au conjoint, selon le cas, qui a droit à une rente de choisir, avant le début du service de cette rente, de la remplacer en tout ou en partie:

1° par une rente dont le montant est modifié pour tenir compte des prestations payables en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (S.R.C., 1970, chapitre O-6), la Loi sur le régime de rentes du Québec ou un régime équivalent au sens du paragraphe « de l'article 1 de cette dernière loi;

2° par une rente dont le montant est modifié en raison de dispositions relatives au paiement de prestations payables après le décès du participant ou de son conjoint, ou en raison de modifications à ces dispositions;

3° par un paiement ou une série de paiements au cas d'invalidité physique ou mentale réduisant l'espérance de vie;

4° si le montant mensuel viager de la rente est inférieur au montant fixé par règlement, par un paiement en une somme unique.

Le régime ne peut permettre d'autres choix que ceux prévus au premier alinéa.

**109.** La valeur des sommes payables en application de l'article 108 doit être au moins égale à celle de la rente remplacée, actualisée au moment du remplacement.

## SECTION V

### COORDINATION

**110.** Si la détermination de la rente normale implique, en vertu du régime, une réduction des droits du participant basée sur la rente de retraite payable en vertu d'un régime général visé à l'article 111, cette réduction ne peut être supérieure au montant  $m$  de la formule suivante:

$$r \times \frac{a}{n} = m$$

« $r$ » représente le montant de la rente de retraite payable en vertu du régime général;

« $a$ » représente le nombre d'années de services reconnus par le régime, au cours desquelles le participant a cotisé au régime général;

« $n$ » représente un nombre non inférieur à 35, déterminé en vertu du régime.

La fraction  $\frac{a}{n}$  ne peut être supérieure à un.

**111.** Seule la rente de retraite payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou du Régime de pensions du Canada (S.R.C., 1970, chapitre C-5) peut servir, lors de la détermination de la rente normale, à réduire les droits du participant.

**112.** Si, lors de la détermination de la rente normale, le service de la rente de retraite payable en vertu d'un régime général n'est pas commencé, la réduction visée à l'article 110 est effectuée sur la base du montant estimé de cette dernière rente, lequel ne peut être supérieur au montant  $e$  de la formule suivante:

$$m \times g = e$$

« *m* » représente le montant maximum de la rente de retraite payable en vertu du régime général à tout cotisant âgé de 65 ans à la date à laquelle est effectuée la réduction, déterminée conformément à l'article 114;

« *g* » représente la fraction obtenue en effectuant dans l'ordre les opérations suivantes:

1° établir, pour chacune des années civiles complètes comprises dans la période couverte par les services reconnus au participant et au cours desquelles il a cotisé au régime général, une fraction composée:

a) au numérateur, du montant que représentent les salaires ou gains admissibles, au sens du régime général, que l'employeur a versés au participant pendant cette année;

b) au dénominateur, du montant que représente le maximum des gains admissibles déterminé en vertu du régime général pour cette année;

2° diviser la somme qui résulte de l'addition des fractions obtenues en application du paragraphe 1° par leur nombre.

Aucune des fractions utilisées pour établir le montant *g* ne peut être supérieure à un.

**113.** Le montant estimé visé à l'article 112 doit être ajusté actuariellement si l'âge normal de la retraite est inférieur à 65 ans et si la réduction est effectuée avant cet âge.

Cet ajustement est fait sur la base de la période comprise entre la date de détermination de la rente normale et celle du soixante-cinquième anniversaire de naissance du participant.

**114.** Le montant de la rente de retraite payable en vertu d'un régime général et dont le régime prévoit la déduction, doit être établi dès que le participant acquiert droit à une rente en vertu du régime.

En outre, si le régime tient compte, pour la détermination de la rente différée, de la rémunération versée au participant après qu'il a acquis droit à cette rente, ce montant doit être établi à une date qui n'excède pas celle de la dernière rémunération comptée.

**115.** À moins que le participant ne le demande, la rente de retraite à laquelle il a acquis droit au titre du régime ne peut être réduite ni son service refusé avant qu'il ait atteint 65 ans, en raison du fait qu'il

reçoit avant cet âge la rente de retraite payable en vertu d'un régime général visé à l'article 111 ou qu'il y est admissible.

**116.** Toute prestation qui, en application du régime, a été réduite pour tenir compte de la prestation payable en vertu d'un régime général visé à l'article 111 ou de tout autre régime général, ne peut être réduite à nouveau pour tenir compte d'une modification du régime général ou de cette dernière prestation.

## CHAPITRE VII

### TRANSFERT DE DROITS, D'ENGAGEMENTS OU D'ACTIFS

**117.** Tout participant a droit, à compter de la date à laquelle il cesse d'être participant actif, au transfert dans un régime de retraite de tout ou partie :

1° des cotisations salariales qu'il a versées au régime, s'il n'a pas droit à une prestation au titre du régime, ainsi que des cotisations volontaires portées à son compte, avec les intérêts accumulés;

2° du montant que représente la valeur de toute prestation à laquelle il a droit au titre d'un régime et dont le service n'est pas commencé à cette date;

3° des cotisations salariales qui excèdent le plafond fixé par l'article 68, avec les intérêts accumulés jusqu'à la date du transfert.

Aux fins du présent article, l'expression « régime de retraite » comprend tout régime ou contrat de rente non régi par la présente loi et déterminé par règlement.

**118.** Toute somme que le participant a droit de transférer par application de l'article 117 peut, s'il cesse son travail continu auprès de l'employeur partie au régime et si cette somme est inférieure au montant fixé par règlement, être transférée par l'administrateur dans un régime de retraite visé audit article et choisi par le participant ou, à défaut, par l'administrateur.

L'administrateur ne peut cependant effectuer le transfert d'une telle somme si elle a servi à constituer une rente dont le service est commencé.

**119.** Le régime auquel adhère un travailleur qui est participant à un autre régime est tenu de recevoir toute somme dont ce dernier ou l'administrateur demande le transfert en vertu de l'article 117 ou 118.

**120.** Les articles 184 à 186 s'appliquent au transfert visé à l'article 117 ou 118.

**121.** Sous réserve de l'article 108, toute somme visée au paragraphe 2° ou 3° de l'article 117 qui a fait l'objet d'un transfert prévu par cet article ou l'article 118 ne peut être payée au participant que sous forme de rente dont le service doit débiter à la date du départ en retraite de ce participant.

**122.** À moins que le régime ne fixe un taux d'intérêt supérieur, toute somme qui a fait l'objet d'un transfert visé à l'article 117 ou 118 porte intérêt, à compter de la date du transfert, au taux visé à l'article 53 si cette somme est transférée dans un régime régi par la présente loi, ou au taux fixé par règlement si elle est transférée dans un régime de retraite non régi par la présente loi.

**123.** Tout participant a droit, à compter de la date de son départ en retraite, à la constitution d'une rente avec toute somme qui, visée au paragraphe 1° de l'article 117, a fait l'objet d'un transfert prévu par cet article ou l'article 118.

**124.** L'article 107 s'applique à une rente visée à l'article 121 ou 123 lorsque celle-ci est versée en vertu d'un régime régi par la présente loi.

**125.** Sauf s'il est visé à l'article 117 ou 118 ou s'il est régi par le régime, le transfert dans un autre régime d'un engagement pris par l'employeur en vertu du régime, de tout droit qu'un participant acquiert au titre des services que lui reconnaît le régime ou d'un actif du régime ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de la Régie et aux conditions déterminées par règlement.

**126.** La substitution, dans le cadre d'un régime, d'un nouvel employeur à l'employeur partie audit régime ne peut avoir lieu sans l'autorisation de la Régie.

**127.** Aucun transfert visé au présent chapitre ou régi par le régime ne peut avoir pour effet de réduire les droits des participants visés par ce transfert.

**128.** Copie de toute entente conclue entre les administrateurs de plusieurs régimes et prévoyant le transfert de droits ou d'actif d'un régime à un autre, doit être transmise à la Régie dans les 30 jours de sa conclusion.

## CHAPITRE VIII

## INFORMATION DES PARTICIPANTS

**129.** L'administrateur doit, dans les délais fixés à l'article 130, fournir à chaque participant un sommaire écrit du régime, accompagné d'une brève description des droits et obligations du participant au titre du régime et de la présente loi.

Dans le cas d'une modification du régime, ces documents peuvent se limiter aux dispositions modifiées, ainsi qu'aux droits et obligations qui en découlent.

**130.** Les documents visés à l'article 129 sont fournis dans les 90 jours qui suivent, selon le cas:

- 1° la date à laquelle le travailleur est devenu participant;
- 2° la date d'enregistrement du régime;
- 3° la date d'enregistrement d'une modification du régime.

**131.** L'administrateur doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier du régime, fournir à chaque participant actif un relevé annuel qui contient les renseignements déterminés par règlement concernant notamment:

- 1° les droits qu'il a acquis durant cet exercice et depuis son adhésion au régime jusqu'à la fin de cet exercice;
- 2° la situation financière du régime.

**132.** L'administrateur doit, dans les 60 jours de la date à laquelle il est informé qu'un participant a cessé d'être participant actif, lui fournir ou fournir à toute autre personne qui a droit à un remboursement ou à une prestation un relevé contenant les renseignements déterminés par règlement et établissant, en date de l'événement qui y donne ouverture, le montant de ce remboursement ou la nature et la valeur de cette prestation, ainsi que la nature et les conditions d'acquisition des autres droits prévus par le régime.

**133.** L'administrateur doit, dans les 60 jours d'une demande écrite à cet effet et sans frais, fournir à celui qui a reçu un relevé en vertu de l'article 132, une copie du dernier relevé qui lui a été fourni en vertu de cet article, mis à jour en date de la demande.

**134.** L'administrateur doit, dans les 30 jours d'une demande écrite à cet effet et sans frais, fournir à un participant ou bénéficiaire les données ayant servi au calcul de ses droits visés dans les relevés et les renseignements fournis en application de l'article 132 ou 133.

**135.** L'administrateur doit, dans les 30 jours d'une demande écrite à cet effet et sans frais, permettre à tout travailleur admissible, participant ou bénéficiaire, ainsi qu'à leur mandataire ou ayant droit, de consulter, pendant les heures habituelles de travail, le texte du régime ou tout autre document déterminé par règlement.

Il doit, de la même manière, permettre au participant ou bénéficiaire, ainsi qu'à leur mandataire ou ayant droit, de consulter une disposition du régime telle qu'en vigueur à toute date comprise dans la période pendant laquelle le travailleur visé est participant actif.

**136.** La consultation visée à l'article 135 a lieu à l'endroit où le régime est administré, à moins que le demandeur n'exige qu'elle se fasse à l'établissement de l'employeur le plus près de sa résidence ou à moins que l'administrateur ne lui fournisse, sans frais, une copie de ces documents.

**137.** L'administrateur n'est pas tenu de satisfaire, sans frais, à une demande visée à l'article 133 ou 135 plus d'une fois par période de 12 mois.

## CHAPITRE IX

### FINANCEMENT ET SOLVABILITÉ

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**138.** Le présent chapitre ne s'applique pas:

1° à un régime garanti;

2° à un régime à cotisation déterminée où les engagements financiers de l'employeur se limitent à la part de la cotisation normale qu'il doit verser au fur et à mesure que le régime reconnaît les services des participants.

**139.** Pour l'application du présent chapitre, le régime à cotisation et prestations déterminées doit être considéré comme un régime à prestations déterminées ou à prestations partiellement déterminées,

selon la méthode prévue au régime pour la détermination de la rente normale.

**140.** Tout régime doit faire l'objet d'une évaluation actuarielle:

1° à la date de son entrée en vigueur;

2° à la date de prise d'effet de toute modification du régime qui a une incidence sur la capitalisation ou la solvabilité de celui-ci;

3° au plus tard à la date de la dernière fin d'exercice financier du régime se situant dans les trois ans qui suivent la date de la dernière évaluation actuarielle de tout le régime;

4° lorsque la Régie le requiert, à la date qu'elle fixe.

Cette évaluation actuarielle est notamment destinée à vérifier la capitalisation et la solvabilité du régime.

**141.** L'évaluation actuarielle peut ne viser que la vérification de la capitalisation du régime si l'actuaire qui la fait certifie, pour les motifs qu'il indique dans le rapport prévu à l'article 142, que le régime est solvable au sens de l'article 175.

**142.** L'administrateur doit faire préparer par un actuaire un rapport relatif à toute évaluation actuarielle du régime.

Ce rapport doit contenir une déclaration de l'actuaire attestant notamment la conformité du régime avec les normes de capitalisation et de solvabilité prescrites par le présent chapitre, ainsi que les renseignements déterminés par règlement.

**143.** L'administrateur doit transmettre le rapport à la Régie dans les 180 jours de la fin de l'exercice financier du régime ou dans les délais fixés par la Régie, selon que ce rapport est relatif à une évaluation actuarielle prévue au paragraphe 3° ou 4° de l'article 140.

## SECTION II

### FINANCEMENT

#### § 1.—*Capitalisation*

**144.** Sous réserve de l'article 146, tout régime doit être capitalisé en date de chaque évaluation actuarielle dont il est l'objet.

**145.** Est capitalisé le régime dont l'actif est, en date de l'évaluation actuarielle, au moins égal à la valeur à cette date des engagements prévus par le régime, compte tenu des services reconnus aux participants.

**146.** Le régime peut, en date de chaque évaluation actuarielle dont il est l'objet, être partiellement capitalisé à condition que le manque d'actif nécessaire pour qu'il soit capitalisé constitue un déficit actuariel au sens de la présente loi ou une somme visée à l'article 182.

**147.** La méthode de capitalisation utilisée dans une évaluation actuarielle doit être conforme aux principes actuariels généralement reconnus.

Elle doit présumer l'existence perpétuelle du régime.

Les hypothèses et méthodes actuarielles utilisées pour vérifier la capitalisation du régime doivent être appropriées, notamment au type de régime en cause, à ses engagements et à la situation de la caisse de retraite.

**148.** Toute évaluation actuarielle doit établir:

1° la cotisation normale, exprimée en numéraire ou en pourcentage de la masse salariale prévue dans cette évaluation, pour chacun des exercices financiers du régime compris entre la date de cette évaluation et la date de la prochaine évaluation actuarielle dont le régime doit faire l'objet en vertu du paragraphe 3° de l'article 140;

2° la valeur des engagements prévus par le régime au titre des services reconnus aux participants jusqu'à la date de cette évaluation.

**149.** La cotisation normale doit être au moins égale à la valeur des engagements prévus par le régime au titre des services reconnus effectués au cours des exercices visés au paragraphe 1° de l'article 148.

Toutefois, elle peut être moindre si elle résulte de l'application d'une méthode de capitalisation qui maintient à tout moment un niveau de capitalisation égal ou supérieur à celui visé à l'article 145 ou 146.

**150.** La valeur des engagements visés à l'article 148 ou 149 et dont le régime prévoit l'augmentation suivant notamment l'évolution de la rémunération des participants, doit comprendre le montant estimé de ces engagements lorsqu'ils deviendront payables, en presumant que se réaliseront les éventualités déterminées au moyen d'hypothèses actuarielles relatives, entre autres, à la survie, la morbidité, la mortalité, l'attrition ou l'admissibilité aux prestations.

Cette valeur doit en outre être déterminée en tenant compte de toute augmentation des prestations que le régime prévoit après le début de leur service.

**151.** Tout excédent d'actif déterminé lors de l'évaluation actuarielle d'un régime qui est capitalisé ne peut être utilisé que pour réduire les cotisations.

## § 2.—*Déficits actuariels*

**152.** Constitue un déficit actuariel au sens de la présente loi tout déficit visé aux articles 153 à 157.

**153.** Le déficit actuariel initial est le montant que représente le manque d'actif nécessaire pour qu'un régime soit capitalisé à la date de son entrée en vigueur.

**154.** Le déficit actuariel d'amélioration est le montant que représente le manque d'actif résultant d'une modification du régime et qui, ajouté aux autres déficits actuariels et à la somme visée à l'article 182, serait nécessaire pour que le régime soit capitalisé à la date de prise d'effet de cette modification.

**155.** Le déficit actuariel technique est le montant que représente le manque d'actif résultant d'une modification de la méthode d'évaluation de l'actif ou du passif, ou des hypothèses utilisées dans l'évaluation actuarielle et qui, ajouté aux autres déficits actuariels et à la somme visée à l'article 182, serait nécessaire pour que le régime soit capitalisé à la date de cette modification.

**156.** Le déficit actuariel d'exploitation est le montant que représente le manque d'actif nécessaire pour que le régime soit capitalisé et qui n'est pas un déficit actuariel initial, d'amélioration ou technique, une cotisation à payer, une somme visée à l'article 182 ou un déficit actuariel d'exploitation déterminé lors d'une évaluation actuarielle antérieure.

**157.** Le déficit actuariel d'amélioration peut être considéré comme un déficit actuariel initial:

1° s'il est identifié comme tel par le régime;

2° si la modification dont il résulte ne vise que la reconnaissance de services se rapportant à une période antérieure à la date d'entrée en vigueur du régime.

La méthode de calcul des prestations qui résultent des services reconnus par cette modification ne peut faire en sorte que celles-ci soient supérieures à celles qui résultent de la méthode appliquée à la date de prise d'effet de cette modification pour des services d'égale durée qui seraient effectués postérieurement à cette date.

**158.** Sauf dans les cas prévus par règlement, toute évaluation actuarielle doit identifier chaque déficit actuariel et indiquer comment il est amorti.

**159.** Tout déficit actuariel doit être amorti en l'étalant en autant de montants qu'il y a d'exercices ou de parties d'exercices financiers du régime dans la période d'amortissement.

Ces montants d'amortissement doivent, pour chaque déficit actuariel auquel ils se rapportent, être distinctement identifiés dans l'évaluation actuarielle.

**160.** La période d'amortissement de tout déficit actuariel initial est de 15 ans.

**161.** La période d'amortissement de tout déficit actuariel d'amélioration est, selon le degré de solvabilité du régime immédiatement après la détermination du déficit :

1° de cinq ans, si le degré de solvabilité est d'au moins 70% mais inférieur à 100%;

2° de 15 ans, s'il est d'au moins 100% mais inférieur à 130%;

3° de 25 ans, s'il est de 130% et plus.

**162.** Pour l'application de la présente loi, le degré de solvabilité d'un régime est le pourcentage obtenu en faisant le rapport de la valeur de son actif sur celle de son passif.

L'actif et le passif visés au premier alinéa sont établis suivant les articles 178 à 180.

**163.** Doit être versée à la caisse de retraite dans les 12 mois qui suivent la date de l'évaluation actuarielle :

1° toute somme nécessaire pour porter à 70% le degré de solvabilité d'un régime qui, en raison d'un déficit actuariel d'amélioration, est inférieur à ce pourcentage;

2° si un déficit actuariel d'amélioration est déterminé alors que le degré de solvabilité du régime est inférieur à 70%, toute somme nécessaire pour porter ce degré de solvabilité à 70%, laquelle ne peut toutefois excéder le montant de ce déficit.

Le dernier alinéa de l'article 47 et l'article 49 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au versement de ces sommes.

La période d'amortissement du solde du déficit actuariel visé au paragraphe 1° du premier alinéa est de cinq ans.

**164.** À moins que le régime ne fixe un taux d'intérêt supérieur, toute somme non versée conformément à l'article 163 porte intérêt, à compter de la date du défaut, au taux visé à l'article 53.

**165.** Tout déficit actuariel d'amélioration peut être déterminé sans faire une évaluation actuarielle de tout le régime, pourvu qu'un actuaire certifie que le degré de solvabilité du régime tel que modifié est d'au moins 70%.

Dans ce cas, ce déficit doit être égal à la valeur des engagements supplémentaires qui résultent de la modification du régime; cette valeur est déterminée en utilisant les mêmes hypothèses et méthodes que celles utilisées lors de l'évaluation actuarielle précédente.

La période d'amortissement de ce déficit est de cinq ans.

**166.** La période d'amortissement d'un déficit actuariel technique ou d'exploitation est de cinq ans.

Ce déficit peut aussi être amorti sur la période et selon les règles prévues à l'article 161 pour l'amortissement d'un déficit actuariel d'amélioration. La décision d'amortir ainsi ce déficit doit être prise lors de sa détermination et est irrévocable.

**167.** La période d'amortissement de tout déficit actuariel court à compter de la date de sa détermination.

**168.** Les montants d'amortissement doivent, pour tout ou partie de chaque exercice financier du régime compris dans la période d'amortissement, être déterminés suivant:

- 1° soit un pourcentage uniforme de la masse salariale estimée;
- 2° soit une somme uniforme.

La décision de déterminer les montants d'amortissement suivant l'un des modes prévus au premier alinéa est irrévocable.

**169.** L'estimation de la masse salariale visée au paragraphe 1° de l'article 168 est faite sur la base de la masse salariale versée aux participants au cours des 12 mois qui précèdent la date de détermination du déficit actuariel.

Le taux annuel d'augmentation de cette masse salariale ne peut être supérieur :

1° au taux d'augmentation de la rémunération utilisé dans l'évaluation actuarielle, lorsque celle-ci nécessite l'usage d'un tel taux en raison du type de régime en cause;

2° à un taux compatible avec les taux d'intérêt et d'inflation utilisés dans l'évaluation actuarielle, lorsque celle-ci ne nécessite pas, en raison du type de régime en cause, l'usage d'un taux d'augmentation de la rémunération.

**170.** Les montants d'amortissement à verser pour tout ou partie de chaque exercice financier du régime compris dans la période d'amortissement doivent être fixés à la date de détermination du déficit actuariel.

Ils ne peuvent être diminués, au cours de la période d'amortissement, que de la manière prévue à l'article 171 ou 172.

**171.** Tout montant d'amortissement versé pendant tout ou partie d'un exercice financier du régime peut excéder celui fixé à la date de détermination du déficit actuariel, pourvu que cet excédent serve :

1° soit à diminuer les montants d'amortissement à verser, en l'appliquant d'abord à celui de l'exercice ou de la partie d'exercice suivant et, s'il reste un solde, à celui de l'exercice ou de la partie d'exercice qui vient après, et ainsi de suite jusqu'à son épuisement;

2° soit à diminuer proportionnellement chacun des montants d'amortissement à verser.

**172.** Lorsqu'à la date de l'évaluation actuarielle, les montants d'amortissement à verser excèdent le montant que représente le manque d'actif nécessaire pour que le régime soit capitalisé à cette date, l'excédent ne peut être utilisé que pour diminuer proportionnellement les montants d'amortissement à verser afférents à tous les déficits actuariels.

**173.** Les articles 171 et 172 peuvent avoir pour effet, si le déficit actuariel est payé, de réduire la période d'amortissement qui lui est applicable.

### SECTION III

#### SOLVABILITÉ

**174.** Sous réserve de l'article 176, tout régime doit être solvable en date de chaque évaluation actuarielle dont il est l'objet.

**175.** Est solvable le régime dont l'actif est au moins égal à son passif.

**176.** Le régime peut, en date de chaque évaluation actuarielle dont il est l'objet, être partiellement solvable à condition que le manque d'actif nécessaire pour être solvable soit comblé par la valeur, à la date de l'évaluation actuarielle:

1° des montants prévus pour payer le solde, à cette date, de tout déficit actuariel initial ou de toute somme visée à l'article 182, déterminé lors d'une évaluation actuarielle antérieure;

2° des montants prévus pour amortir, au cours des cinq ans qui suivent cette date, tout autre déficit actuariel déterminé lors d'une évaluation actuarielle antérieure effectuée après l'entrée en vigueur de la présente loi.

**177.** La valeur des montants prévus pour amortir un déficit visé à l'article 176 doit être établie en utilisant un taux d'intérêt identique à celui utilisé pour établir le passif du régime aux fins d'en déterminer la solvabilité.

**178.** L'actif d'un régime doit, aux fins d'en déterminer la solvabilité à la date de l'évaluation actuarielle, être établi selon la valeur au marché à cette date.

Si cette valeur n'est pas déterminable à cette date, la valeur de liquidation ou son estimation doit être employée.

**179.** Le passif d'un régime doit, aux fins d'en déterminer la solvabilité à la date de l'évaluation actuarielle, être égal à la valeur des engagements prévus par le régime en supposant qu'il se termine totalement à cette date.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour établir cette valeur doivent être appropriées, notamment au type de régime en cause, à ses engagements et à la situation de la caisse de retraite.

**180.** La méthode d'évaluation de l'actif et du passif utilisée aux fins de déterminer la solvabilité du régime doit prévoir le nivellement des fluctuations dont est l'objet à court terme la valeur employée pour l'évaluation de l'actif ou le taux d'intérêt utilisé pour l'évaluation du passif.

**181.** Aux fins de déterminer la solvabilité d'un régime dont un assureur garantit des prestations, le passif de ce régime doit comprendre la valeur qui correspond à ces prestations et son actif doit inclure un montant égal à cette valeur.

Ce passif est établi suivant l'article 179.

**182.** Toute somme nécessaire pour que le régime soit solvable ou partiellement solvable doit, dans l'année qui suit la date de l'évaluation actuarielle, être versée par l'employeur à la caisse de retraite.

Le dernier alinéa de l'article 47 et l'article 49 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au versement de cette somme.

**183.** À moins que le régime ne fixe un taux d'intérêt supérieur, toute somme non versée conformément à l'article 182 porte intérêt, à compter de la date du défaut, au taux visé à l'article 53.

## SECTION IV

### CONDITIONS D'ACQUITTEMENT DES DROITS

**184.** Sous réserve de l'article 185, la valeur de tout droit qu'acquiert un participant ou bénéficiaire au titre d'un régime dont le degré de solvabilité est inférieur à 100% lors de la dernière évaluation actuarielle dont il a été l'objet, ne peut être acquittée à même la caisse de retraite qu'en proportion du degré de solvabilité du régime tel qu'établi dans cette évaluation.

Quant au solde non acquitté de cette valeur, il doit être capitalisé et payé dans les cinq ans de cet acquittement ou au plus tard à l'âge normal de la retraite si le participant atteint cet âge avant l'expiration de ces cinq ans.

**185.** La valeur acquittée en vertu du premier alinéa de l'article 184 ne peut être inférieure à la somme des montants suivants:

1° les cotisations salariales et volontaires versées au régime par le participant;

2° les sommes portées au compte du participant à la suite d'un transfert visé à l'article 117 ou 118;

3° les intérêts accumulés sur les montants visés au paragraphe 1° ou 2°.

**186.** L'article 184 n'a pas pour effet d'empêcher le versement périodique d'une rente devenue payable.

## CHAPITRE X

### ADMINISTRATION D'UN RÉGIME

#### SECTION I

##### ADMINISTRATION

**187.** Tout régime doit, dès son entrée en vigueur, être administré par un administrateur désigné conformément au régime et à la présente loi.

**188.** Sauf dans le cas d'un régime garanti, l'administrateur agit à titre de fiduciaire.

**189.** Seuls peuvent être administrateurs d'un régime:

1° un employeur;

2° un comité d'employeurs;

3° un comité de retraite;

4° une association de travailleurs.

En outre, dans le cas d'un régime garanti, l'assureur peut aussi être l'administrateur.

**190.** Le régime qui compte au moins 50 participants actifs doit, si la majorité d'entre eux le demande, être administré par un comité de retraite.

**191.** Le comité de retraite doit être composé de représentants de l'employeur désignés par celui-ci et, au moins pour moitié, de représentants des participants désignés par ceux-ci.

**192.** Le régime doit prévoir le mode de désignation et de remplacement des membres du comité d'employeurs ou du comité de retraite chargé d'administrer le régime, ainsi que la durée de leur fonction.

**193.** Le comité d'employeurs, le comité de retraite ou l'association de travailleurs doit, dès sa désignation comme administrateur, établir son règlement intérieur.

**194.** Tant que l'administrateur du régime ou, s'il s'agit d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite, leurs membres, ne sont pas désignés, l'employeur en est réputé l'administrateur.

**195.** Dès l'acceptation de sa charge, l'administrateur est saisi de la caisse de retraite.

Il en va de même pour l'employeur réputé administrateur en vertu de l'article 194.

**196.** L'administrateur peut, pour un acte déterminé, déléguer ses fonctions ou pouvoirs ou se faire représenter par un tiers.

Cependant, il ne peut déléguer l'administration générale du régime ou l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire qu'aux personnes physiques ou morales suivantes:

- 1° à un coadministrateur;
- 2° à un membre du comité d'employeurs ou du comité de retraite;
- 3° à une société de fiducie autorisée à exercer son activité au Québec ou dans un autre endroit du Canada où est en vigueur une loi équivalente;
- 4° à un assureur autorisé à exercer son activité au Québec ou dans un autre endroit du Canada où est en vigueur une loi équivalente;
- 5° relativement au placement de l'actif du régime, à un courtier ou conseiller en valeurs inscrit à ce titre auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

**197.** L'administrateur n'est responsable du dommage causé par celui qui est chargé de l'administration générale du régime ou qui exerce un pouvoir discrétionnaire que s'il connaissait ou était censé connaître son incompétence ou s'il ne pouvait valablement lui déléguer cette administration ou ce pouvoir.

**198.** Celui qui est chargé de l'administration générale du régime ou qui exerce un pouvoir discrétionnaire est responsable envers les participants ou bénéficiaires du dommage qu'ils subissent par sa faute.

**199.** Celui qui est mandaté par l'administrateur ou qui exerce une fonction ou un pouvoir délégué en vertu de l'article 196 est tenu aux mêmes obligations que l'administrateur.

**200.** Chaque membre d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite répond de l'administration du comité.

**201.** L'administrateur ou, dans le cas d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite, chaque membre est réputé avoir approuvé toute décision prise, selon le cas, par ses coadministrateurs ou par les autres membres. Il en est solidairement responsable avec eux, à moins qu'il ne leur transmette immédiatement et par écrit sa dissidence.

Il est aussi réputé avoir approuvé toute décision prise en son absence, à moins qu'il ne transmette par écrit sa dissidence à ses coadministrateurs ou aux autres membres dans les cinq jours qui suivent celui où il en a pris connaissance.

**202.** L'administrateur ne peut emprunter qu'à court terme.

L'actif d'un régime ne peut servir à garantir un emprunt.

En outre, le total des emprunts non encore remboursés ne peut, au cours d'un exercice financier du régime, excéder la somme que représente le double de la cotisation normale à verser pour cet exercice.

**203.** Outre les autres obligations que lui impose la loi, l'administrateur doit:

1° fournir à la Régie les nom et adresse de celui qu'il mandate ou à qui il délègue une fonction ou un pouvoir en vertu de l'article 196 ainsi que la description du mandat, ou de la fonction ou du pouvoir délégué;

2° s'il s'agit d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite, aviser la Régie de tout changement parmi ses membres;

3° verser à la Régie les droits annuels prescrits par règlement pour financer l'administration de la présente loi, dans les délais et aux conditions fixés par ce règlement.

**204.** À moins qu'il n'en dispose autrement, l'exercice financier du régime se termine le 31 décembre de chaque année.

Sauf autorisation de la Régie, l'exercice financier ne peut excéder 12 mois.

**205.** L'administrateur doit, dans les six mois de la fin de chaque exercice financier du régime, transmettre à la Régie la déclaration annuelle et le rapport financier déterminés par règlement.

Le rapport financier doit être vérifié par un comptable, dans la mesure prescrite par ce règlement.

**206.** À moins qu'elles ne soient assumées par l'employeur en vertu du régime, les dépenses d'administration sont à la charge de la caisse de retraite.

**207.** Lorsque plusieurs bénéficiaires revendiquent un droit en vertu d'un régime, l'administrateur ou, selon le cas, l'assureur peut se libérer en déposant la somme due auprès du ministre des Finances, conformément à la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).

**208.** L'administrateur du régime qui compte au moins 50 participants actifs doit pourvoir à la formation d'un comité consultatif si la majorité d'entre eux le demande, sauf si cet administrateur est un comité de retraite, un employeur ou un comité d'employeurs agissant conjointement avec une association de travailleurs.

Au moins la moitié des membres du comité consultatif est désignée par les participants et au moins un membre l'est par l'employeur ou le comité d'employeurs.

**209.** Le comité consultatif a pour fonctions:

1° de promouvoir une meilleure compréhension du régime parmi les participants;

2° d'étudier les améliorations à apporter à l'administration du régime et faire à l'administrateur des recommandations à cet égard;

3° de surveiller l'administration du régime, notamment le versement des cotisations et des prestations, la gestion de la caisse de retraite, le placement des actifs, la tenue de tout registre ou document concernant le régime et la communication de l'information aux participants ou bénéficiaires.

**210.** Les membres du comité consultatif ont le droit de consulter tout document ou renseignement relatif au régime.

**211.** L'administration prend fin lorsque le régime cesse d'être en vigueur conformément à l'article 22.

## SECTION II

### PLACEMENTS

**212.** Le placement de l'actif d'un régime est effectué par l'administrateur, conformément au régime et à la loi.

À cette fin, il doit se doter d'une politique de placements.

**213.** Toute somme versée à la caisse de retraite doit, dès son versement et jusqu'à ce qu'elle soit placée, être déposée par l'administrateur dans une banque, une société d'entraide économique, une caisse d'épargne et de crédit, une société de fiducie, un assureur ou une autre institution qui est titulaire d'un permis en vigueur délivré suivant la Loi sur l'assurance-dépôts.

**214.** Tout dépôt ou placement fait au cours de l'administration doit l'être au nom de l'administrateur agissant en sa qualité, sauf:

1° un placement dans des titres qui ne sont pas émis sous forme nominative;

2° un placement fait au nom d'un prête-nom en vertu d'une convention écrite entre ce dernier et l'administrateur, la Régie en ayant été préalablement avisée;

3° si le placement au nom de l'administrateur agissant en sa qualité entraînerait des frais additionnels ou une perte de revenus, pourvu que le placement autrement fait le soit suivant des modalités autorisées par la Régie.

**215.** L'actif d'un régime ne peut être placé pour une proportion supérieure à 10% de sa valeur comptable:

1° dans un même immeuble;

2° dans un ou plusieurs prêts à une même personne physique;

3° dans une même personne morale, sous quelque forme que ce soit;

4° dans des parts d'un même fonds commun de placement.

**216.** Le plafond fixé par l'article 215 ne s'applique pas aux formes de placement suivantes:

1° les titres émis ou garantis par le gouvernement du Québec, du Canada ou d'une province canadienne;

2° les titres émis par un organisme mandataire d'un gouvernement visé au paragraphe 1°, qui exploite un service public et qui est investi du droit de fixer un tarif pour ce service;

3° les titres garantis par l'engagement, pris envers un fiduciaire, d'un gouvernement visé au paragraphe 1° de verser des subventions suffisantes pour acquitter les intérêts et le capital à leurs échéances respectives;

4° les parts d'un fonds de placement et les titres émis par une société d'investissement à capital variable ou par une société de placement déterminés par règlement, pourvu que les conditions ou interdictions prévues par le règlement soient respectées;

5° toute autre forme de placement déterminée par règlement.

**217.** Le plafond fixé par l'article 215 est porté à 25% à l'égard des formes de placement suivantes:

1° les titres émis ou garantis par une municipalité, une communauté urbaine ou régionale, une municipalité régionale de comté, une commission scolaire, le Conseil scolaire de l'île de Montréal ou une fabrique;

2° les titres émis par une société de prêts constituée par une loi du Québec ou autorisée à exercer son activité au Québec en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30), à condition que cette société ait été spécialement agréée par le gouvernement et que son activité habituelle au Québec consiste à faire soit des prêts aux municipalités, aux commissions scolaires ou aux fabriques, soit des prêts garantis par une hypothèque de premier rang sur des immeubles situés au Québec;

3° toute autre forme de placement déterminée par règlement.

**218.** L'actif du régime ne peut être placé dans des titres émis par une personne morale qui n'effectue pas le paiement des dividendes prescrits sur ses actions en raison du fait que ce paiement violerait la loi, ou le paiement des intérêts sur ses autres titres.

Il ne peut non plus être consenti sur cet actif aucun prêt à cette personne morale.

**219.** L'actif du régime ne peut être placé dans des titres émis par une personne morale à qui l'article 224 interdit de consentir un prêt sur cet actif.

La Régie peut toutefois permettre à l'administrateur, aux conditions qu'elle détermine, de faire un placement interdit par le premier alinéa si l'administrateur lui démontre que le placement ne met pas substantiellement en cause les intérêts d'une personne visée à cet article et qu'il est par ailleurs conforme à la présente section.

**220.** Sauf dans les cas déterminés par règlement, l'administrateur ne peut avoir le contrôle d'une personne morale.

**221.** Pour l'application de la présente section, a le contrôle d'une personne morale celui qui détient, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie, des titres lui permettant en tout état de cause d'élire la majorité des membres du conseil d'administration de cette personne morale.

**222.** L'administrateur ne peut émettre des options qui l'obligent, si elles sont exercées, à vendre des titres dont il n'est pas propriétaire au moment de l'émission des options, ou à acquérir des titres dont la loi lui interdit l'acquisition.

**223.** L'administrateur ne peut, par un contrat à terme portant sur des valeurs mobilières, s'engager à vendre des titres dont il n'est pas propriétaire au moment de la conclusion de ce contrat, ou s'engager à acquérir des titres dont la loi lui interdit l'acquisition.

Il ne peut davantage être partie à un contrat à terme portant sur des marchandises.

**224.** Il ne peut être consenti sur l'actif du régime aucun prêt:

- 1° aux membres d'un comité de retraite;
- 2° à une association de travailleurs qui représente des participants ni, lorsque celle-ci est une personne morale, aux membres de son conseil d'administration ou à ses dirigeants, ni à un employé de cette association;
- 3° aux employés de l'administrateur;
- 4° lorsqu'une personne morale est l'administrateur ou est membre d'un comité d'employeurs, aux membres de son conseil d'administration ni à ses dirigeants;

5° au conjoint ou à l'enfant d'une personne visée au paragraphe 1°, 2°, 3° ou 4°, ou de l'employeur lorsqu'il est l'administrateur;

6° lorsque l'employeur est une personne morale et l'administrateur:

a) à un actionnaire, associé ou membre qui détient directement ou indirectement plus de 10% du capital social de cette personne morale, ni à son conjoint ou à son enfant;

b) à un actionnaire, associé ou membre, ni à son conjoint ou à son enfant si, ensemble, ils détiennent directement ou indirectement plus de 10% du capital social de cette personne morale;

7° lorsque l'employeur est l'administrateur, à toute personne morale dont il détient directement ou indirectement plus de 10% du capital social;

8° à une personne morale, autre que l'employeur, dont une personne visée au paragraphe 1°, 2°, 3°, 4°, 5° ou 6° détient plus de 10% du capital social;

9° à une personne morale, autre que l'employeur, dont plus de 50% du capital social est détenu par un groupe formé exclusivement de personnes visées au paragraphe 1°, 2°, 3°, 4° ou 6°, de l'employeur lorsqu'il est l'administrateur ou de leur conjoint ou enfant;

10° à une personne morale, autre que l'employeur, contrôlée par une personne visée au paragraphe 1°, 2°, 3°, 4°, 5° ou 6°, par l'employeur lorsqu'il est l'administrateur ou par un groupe formé exclusivement de ces personnes.

**225.** L'administrateur peut, malgré l'article 224, consentir sur l'actif du régime un prêt au participant, à son conjoint ou enfant à condition que l'ensemble des prêts consentis ne soit pas supérieur à la rémunération annuelle que le participant reçoit de l'employeur partie au régime, jusqu'à concurrence d'un plafond fixé par règlement, ou que le prêt soit garanti par hypothèque sur un immeuble d'habitation à l'usage personnel du participant, du conjoint ou de l'enfant.

Si le conjoint ou l'enfant du participant reçoit une rémunération de l'employeur partie au régime, celle-ci doit être ajoutée à la rémunération du participant aux fins de déterminer la limite d'emprunt visée au premier alinéa.

**226.** Pour l'application de l'article 224, toute personne physique ou morale est réputée détenir les actions que détient, directement ou indirectement, une personne morale dont elle a le contrôle.

**227.** S'il survient un événement que l'administrateur ne peut prévoir ni contrôler, qui a pour effet de rendre le placement de l'actif du régime non conforme à la loi, l'administrateur doit, dans les 12 mois qui suivent le jour où il a connaissance de l'événement, prendre toute mesure nécessaire pour régulariser la situation.

Toutefois, si l'événement consiste en la réorganisation, la liquidation ou la fusion d'une personne morale dont l'administrateur détient des titres et que ceux-ci sont remplacés suite à cet événement, le délai prévu au premier alinéa est porté à cinq ans.

La Régie peut accorder à l'administrateur tout délai supplémentaire.

**228.** L'administrateur du régime dont l'actif a, avant la date à laquelle le régime est devenu régi par la présente loi, fait l'objet d'un placement non conforme à la loi doit, dans les cinq ans qui suivent cette date ou dans tout délai supplémentaire accordé par la Régie, régulariser ce placement.

**229.** L'administrateur qui effectue un placement non conforme à la loi est, par ce seul fait et sans autre preuve de faute, responsable des pertes qui en résultent.

**230.** Les membres du conseil d'administration d'une personne morale qui est l'administrateur ou qui est membre d'un comité d'employeurs, les membres du conseil d'administration d'une association de travailleurs ou les membres d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite qui ont consenti à un placement non conforme à la loi sont, par ce seul fait et sans autre preuve de faute, solidairement responsables des pertes qui en résultent.

**231.** Ne peuvent recevoir des honoraires, commissions ou autres avantages pour une transaction relative au placement de l'actif du régime:

1° l'administrateur ou celui qu'il mandate ou à qui il délègue une fonction ou un pouvoir en vertu de l'article 196;

2° les membres d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite;

3° les employés de l'administrateur;

4° lorsque l'administrateur est une personne morale, les membres de son conseil d'administration ou ses dirigeants;

5° le conjoint ou l'enfant d'une personne visée au paragraphe 1°, 2°, 3° ou 4°.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui y est visée si de tels avantages lui sont habituellement accordés dans l'exercice de ses fonctions et s'ils correspondent à ce qui est normalement consenti pour une telle transaction.

### SECTION III

#### ADMINISTRATION PROVISOIRE

**232.** La Régie peut, pour la période qu'elle fixe, assumer l'administration provisoire de tout ou partie d'un régime ou la confier à celui qu'elle désigne, dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° lorsque la Régie ou celui qu'elle désigne enquête sur la conformité du régime avec la loi ou sur l'administration du régime;

2° lorsque la Régie estime qu'un régime n'est pas conforme à la présente loi;

3° lorsque la Régie estime qu'il y a malversation, abus de confiance ou autre inconduite de l'administrateur, ou que celui-ci manque gravement aux obligations que lui impose la loi.

Pour l'application du présent article, le terme « administrateur » comprend tout membre d'un comité d'employeurs ou d'un comité de retraite et, lorsqu'une personne morale est l'administrateur ou est membre d'un comité d'employeurs, tout membre de son conseil d'administration. Il comprend en outre celui que l'administrateur mandate ou à qui il délègue une fonction ou un pouvoir en vertu de l'article 196.

**233.** La Régie doit, avant de décider l'administration provisoire d'un régime, donner à tout intéressé l'occasion de se faire entendre.

Toutefois, dans les cas d'urgence, la Régie peut en décider sans entendre les intéressés, à condition de le faire dans les 15 jours de la décision.

**234.** La Régie transmet sa décision à l'administrateur et à l'employeur partie au régime.

Elle doit aussi, lorsque sa décision vise l'administration provisoire de tout le régime, la transmettre aux participants ou, s'il s'agit d'un

régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à l'association de travailleurs qui les représente; pour ce faire, la Régie peut choisir l'un des modes prévus à l'article 251.

**235.** Dès qu'il reçoit copie de la décision de la Régie, l'employeur doit l'afficher dans un endroit bien en vue de l'établissement où travaillent, au Québec, le plus grand nombre de participants.

**236.** L'administrateur provisoire exerce, dans la mesure prévue par la décision de la Régie, les fonctions et pouvoirs de l'administrateur qui devient inhabile à les exercer pour la durée de l'administration provisoire.

**237.** L'administrateur provisoire est tenu aux mêmes obligations que celles imposées à l'administrateur par la loi.

**238.** Après avoir décidé l'administration provisoire d'un régime pour un motif prévu au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 232 et après avoir donné à l'intéressé l'occasion de se faire entendre, la Régie peut déchoir de ses fonctions l'administrateur, celui qu'il a mandaté ou à qui il a délégué une fonction ou un pouvoir en vertu de l'article 196 ou, si l'administrateur est un comité d'employeurs ou un comité de retraite, l'un de ses membres, et les rendre inhabiles à exercer de telles fonctions.

Dans ce cas, la Régie peut, aux conditions et selon les modalités qu'elle détermine, pourvoir au remplacement de l'administrateur ou du membre déchu.

Les articles 234 et 235 s'appliquent à toute décision de la Régie prise en vertu du présent article.

**239.** La Régie peut modifier le régime dont elle assume l'administration provisoire, soit pour rendre le régime conforme à la loi, soit pour protéger les droits des participants ou bénéficiaires.

Avant d'effectuer une telle modification, la Régie doit donner à l'employeur et aux participants ou, dans le cas d'un régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à toute association de travailleurs qui représente des participants, l'occasion de se faire entendre.

La Régie procède à l'enregistrement de toute modification qu'elle effectue.

**240.** L'administrateur provisoire désigné par la Régie peut, pour les motifs prévus au premier alinéa de l'article 239, modifier le régime.

Il doit auparavant transmettre l'avis prévu à l'article 31 à l'administrateur suspendu, à l'employeur et, dans le cas d'un régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à toute association de travailleurs qui représente des participants.

Outre pour le motif prévu à l'article 34, la Régie peut refuser l'enregistrement de la modification demandé par l'administrateur provisoire si, à son avis, elle n'est pas dans l'intérêt des participants ou bénéficiaires.

**241.** Toute modification d'un régime effectuée par la Régie ou par l'administrateur provisoire qu'elle désigne prend effet à la date de son enregistrement et lie l'employeur ainsi que les participants.

**242.** La Régie, lorsqu'elle assume l'administration provisoire d'un régime, ou, avec son approbation, l'administrateur provisoire qu'elle désigne peut terminer le régime en conformité avec le chapitre XI, compte tenu des adaptations nécessaires.

La Régie ou l'administrateur provisoire donne avis de la terminaison à l'employeur, aux participants visés et, s'il s'agit d'un régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à toute association de travailleurs qui représente des participants.

Cet avis indique si la terminaison est totale ou partielle, la date à laquelle elle a lieu et les participants qu'elle vise.

**243.** La Régie détermine la rémunération et, le cas échéant, les allocations et indemnités à verser à l'administrateur provisoire qu'elle désigne.

Elle a aussi droit au remboursement des frais qu'elle engage pour l'administration provisoire d'un régime ou pour mettre l'un de ses fonctionnaires à la disposition de l'administrateur provisoire qu'elle désigne.

**244.** L'administrateur provisoire désigné par la Régie est tenu, sur demande de celle-ci, de faire inventaire.

En outre, il doit, aux conditions et selon les modalités fixées par la Régie, souscrire à une assurance couvrant sa responsabilité ou fournir toute autre sûreté garantissant son administration.

**245.** À moins que la Régie ne choisisse de les prendre à sa charge, les dépenses relatives à l'administration provisoire d'un régime sont supportées par la caisse de retraite.

## CHAPITRE XI

### LIQUIDATION D'UN RÉGIME

#### SECTION I

##### TERMINAISON

**246.** À moins d'en être empêché par convention, l'employeur peut terminer totalement ou partiellement le régime auquel il est partie au moyen d'un avis de terminaison transmis par écrit aux participants visés ou, s'il s'agit d'un régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à l'association de travailleurs qui les représente, ainsi qu'à l'administrateur et à la Régie.

Cet avis indique si la terminaison est totale ou partielle, les participants qu'elle vise et la date à laquelle elle a lieu; cette date ne peut être antérieure à la date de cessation du précompte des cotisations salariales ou, dans le cas d'un régime non contributif, à la date de transmission de cet avis aux participants visés.

**247.** Dans le cas d'un régime interentreprises, l'avis de terminaison n'a d'effet qu'à l'égard de l'employeur qui le transmet et des participants visés.

Copie de cet avis doit en outre être transmise par l'administrateur à chaque employeur partie au régime.

**248.** La Régie peut décider la terminaison totale ou partielle d'un régime lorsque, sans avoir transmis un avis de terminaison, l'employeur omet de précompter des cotisations salariales ou de verser à la caisse de retraite ou à l'assureur ses cotisations patronales ou les cotisations salariales qu'il précompte, ou lorsqu'il y a diminution du nombre de participants actifs.

Elle doit toutefois, avant d'en décider, donner aux participants visés ou, s'il s'agit d'un régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à l'association de travailleurs qui les représente, un avis du défaut de l'employeur et donner aux intéressés l'occasion de se faire entendre.

**249.** La décision de la Régie terminant un régime indique s'il s'agit d'une terminaison totale ou partielle, les participants visés et, sous réserve de l'article 252, la date à laquelle elle a lieu.

Elle est transmise à l'employeur, aux participants visés ou, s'il s'agit d'un régime établi par convention collective ou sentence arbitrale en tenant lieu, à l'association de travailleurs qui les représente, à l'administrateur et, le cas échéant, à l'assureur.

**250.** Sauf si elle résulte du retrait d'un employeur d'un régime interentreprises, la terminaison partielle d'un régime ne peut viser que les participants actifs.

**251.** La Régie peut remplir son obligation de fournir aux participants ou à l'association de travailleurs qui les représente l'avis prévu à l'article 248 ou la décision visée à l'article 249:

1° soit en le faisant parvenir à l'employeur qui doit, dès qu'il le reçoit, l'afficher dans un endroit bien en vue de son établissement où travaillent, au Québec, le plus grand nombre de participants visés par la terminaison du régime;

2° soit en le faisant publier dans un quotidien distribué dans la localité où est situé ledit établissement.

**252.** Lorsque la Régie décide la terminaison totale ou partielle d'un régime, la date de terminaison est la date qu'elle fixe et qui ne peut être:

1° dans le cas d'un régime non contributif, postérieure à la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 248 aux participants ou à l'association de travailleurs qui les représente ou, si la Régie se prévaut de l'article 251, à la date d'envoi de cet avis à l'employeur ou à la date de sa publication, selon le cas;

2° dans le cas d'un régime contributif, antérieure à la date de cessation du précompte des cotisations salariales ni postérieure à la date visée au paragraphe 1°.

**253.** L'administrateur doit, après avoir été avisé de la terminaison totale ou partielle du régime, faire préparer par un actuaire un rapport terminal établissant notamment, aux fins de leur acquittement, les droits de chaque participant ou bénéficiaire visé par cette terminaison ainsi que leur valeur, et contenant les renseignements déterminés par règlement.

Le rapport terminal peut aussi être préparé, dans le cas d'un régime à cotisation déterminée, par un comptable et, dans le cas d'un régime garanti, par l'assureur.

**254.** L'administrateur doit soumettre le rapport terminal à l'approbation de la Régie, dans les 60 jours de la date de réception de l'avis de terminaison ou de la décision de la Régie terminant le régime, ou dans tout délai supplémentaire que peut lui accorder celle-ci.

**255.** En cas de terminaison totale d'un régime qui prévoit, en pareil cas, l'attribution de l'excédent d'actif à l'employeur, la Régie peut, lorsque la majorité des participants actifs visés par le régime terminé deviennent admissibles ou adhèrent, avant qu'elle n'ait approuvé le rapport terminal, à un autre régime auquel est partie le même employeur, ordonner le transfert dans ce dernier régime des droits qui, avant la date de terminaison, ont été acquis au titre du régime terminé par tout participant ou bénéficiaire, ainsi que de l'actif du régime terminé.

**256.** En cas de terminaison totale d'un régime ayant déjà fait l'objet d'une ou plusieurs terminaisons partielles, la Régie peut, si l'excédent d'actif déterminé lors de cette terminaison totale doit être remis en vertu du régime ou de la présente loi aux participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison, n'approuver le rapport terminal qu'à la condition que cet excédent soit réparti, conformément à l'article 293, entre ces participants ou bénéficiaires et ceux visés par une terminaison partielle antérieure qu'elle indique.

**257.** L'administrateur doit, dans les 30 jours de la date d'approbation du rapport terminal ou dans tout délai supplémentaire que peut accorder la Régie, fournir à chaque participant ou bénéficiaire visé par la terminaison du régime un relevé faisant état de ses droits et de leur valeur, et contenant les renseignements déterminés par règlement.

Ce relevé est accompagné d'un avis informant le participant ou le bénéficiaire qu'il peut examiner au bureau de l'administrateur ou à l'établissement de l'employeur le plus près de sa résidence les données ayant servi à calculer ses droits, et communiquer ses commentaires à l'administrateur ou à la Régie dans les 30 jours de la date d'envoi de cet avis.

**258.** En cas de terminaison totale du régime, l'administrateur doit, dans le délai prévu à l'article 257, faire publier dans un quotidien distribué dans la région où résident, au Québec, le plus grand nombre de participants, un avis invitant toute personne qui, sans avoir reçu l'avis

prévu à cet article, croit avoir des droits en vertu de ce régime ou de la présente loi, à les faire valoir auprès de l'administrateur dans les 60 jours de la date de cette publication.

Dans le cas d'un régime interentreprises, la publication doit être faite pour chaque employeur partie au régime, dans la région où résident, au Québec, le plus grand nombre de participants à son service.

## SECTION II

### LIQUIDATION DES DROITS DES PARTICIPANTS OU BÉNÉFICIAIRES

#### § 1.—*Inapplication*

**259.** La Régie peut soustraire à l'application de la présente section toute terminaison partielle d'un régime interentreprises, si les conditions suivantes sont remplies:

1° les participants visés par la terminaison demeurent participants actifs et la Régie estime probable que la plupart d'entre eux continueront de l'être à court terme;

2° le régime prévoit que tout employeur partie au régime à la date de terminaison ou après cette date répond solidairement de la solvabilité du régime au sens de l'article 175.

**260.** Les articles 267 à 271 ne s'appliquent pas à l'acquittement des droits des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison totale ou partielle d'un régime si, à la date de terminaison, le degré de solvabilité du régime est égal ou supérieur à 100%.

#### § 2.—*Établissement et collocation des droits*

**261.** L'administrateur ou, selon le cas, l'assureur procède à l'acquittement des droits des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison totale ou partielle du régime, conformément au rapport terminal approuvé par la Régie et à la présente loi.

**262.** Sauf dans le cas d'une rente dont le service est en cours à la date de terminaison du régime ou dont le premier versement devient exigible après cette date, l'administrateur ne peut procéder à l'acquittement d'aucun droit entre cette date et la date d'expiration du délai prévu au deuxième alinéa de l'article 257 ou, dans le cas de terminaison totale d'un régime, du délai de 60 jours prévu à l'article 258.

**263.** Si le participant ou bénéficiaire reçoit, après la date de terminaison du régime, des prestations qui excèdent les droits que lui attribue le rapport terminal, il doit rembourser cet excédent à l'administrateur ou, selon le cas, à l'assureur.

À défaut, l'excédent est déduit des droits qui restent à acquitter à ce participant ou bénéficiaire.

**264.** Tout participant qui, visé par la terminaison totale ou partielle d'un régime, a été participant actif pendant au moins deux ans a droit à la valeur de la rente normale au titre des services que lui reconnaît le régime jusqu'à la date de terminaison.

**265.** La valeur de la rente normale dont le régime prévoit le calcul suivant notamment l'évolution de la rémunération du participant est, pour l'application du présent chapitre, établie sur la base de la rémunération versée jusqu'à une date non antérieure à celle de la terminaison du régime.

Toutefois, si le participant a, avant la date de terminaison, cessé d'adhérer au régime et que ce dernier prévoit qu'en pareil cas, la rémunération cesse d'évoluer à la date de la cessation d'adhésion ou à toute date postérieure qu'il fixe, cette valeur est établie sur la base de la rémunération versée jusqu'à la date où cesse cette évolution.

**266.** Pour l'application de la présente sous-section, la date de cessation du versement des cotisations est, selon la première éventualité à l'origine de la terminaison totale ou partielle du régime, la date à laquelle l'employeur cesse de verser à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur soit ses cotisations patronales, soit les cotisations salariales qu'il précompte.

**267.** Tout droit résultant d'un engagement prévu par le régime et qui est à l'origine d'un déficit actuariel initial non entièrement payé à la date de cessation du versement des cotisations doit, pour son acquittement, être réduit si, à cette date, la valeur  $n$  de la formule suivante est supérieure à zéro:

$$p - (c - a) = n$$

« $p$ » représente la valeur de ce droit établie suivant les articles 264 et 265;

« $c$ » représente la valeur de ce droit établie à la date de cessation du versement des cotisations, suivant les hypothèses et méthodes actuarielles utilisées pour la capitalisation de cette valeur;

«*a*» représente la valeur des versements qui, n'eût été de la terminaison du régime, seraient encore payables pour l'amortissement de ce déficit, actualisée à la date de cessation du versement des cotisations.

Les valeurs *c* et *a* doivent être établies en utilisant un taux d'intérêt identique.

La réduction de ce droit s'opère en multipliant son montant par la fraction suivante:

$$\frac{p - (c - a)}{p}$$

**268.** Tout droit qui résulte d'une modification du régime survenue après la date d'entrée en vigueur de la présente loi et relative à des services se rapportant à une période antérieure à la date à laquelle la modification prend effet doit, pour son acquittement, être réduit:

1° de 100%, si la période comprise entre la date de prise d'effet de cette modification et la date de cessation du versement des cotisations est de moins d'un an;

2° de 80%, si elle est d'un an ou plus mais de moins de deux ans;

3° de 60%, si elle est de deux ans ou plus mais de moins de trois ans;

4° de 40%, si elle est de trois ans ou plus mais de moins de quatre ans;

5° de 20%, si elle est de quatre ans ou plus mais de moins de cinq ans.

Cependant, ne peut être réduit conformément au présent article le droit qui résulte d'une modification du régime à l'origine d'un déficit actuariel d'amélioration considéré, en vertu de la présente loi, comme un déficit actuariel initial.

**269.** Constitue, pour l'application de l'article 270, un participant ou bénéficiaire avec droits acquis celui qui, à la date de terminaison du régime:

1° touche des prestations au titre du régime;

2° a ajourné le service d'une rente;

3° a cessé son travail auprès de l'employeur et a droit à une rente différée, à une rente visée à l'article 108 ou aux cotisations salariales qui excèdent le plafond fixé par l'article 68;

4° aurait eu droit à une rente différée, anticipée ou normale s'il avait à cette date cessé son travail auprès de l'employeur.

**270.** Les droits des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison totale ou partielle d'un régime sont acquittés selon l'ordre suivant:

1° les sommes que représentent les valeurs suivantes, acquittées concurremment:

*a)* la valeur, actualisée à la date de terminaison du régime, des droits acquis au titre des services effectués avant la date de cessation du versement des cotisations et qui sont payables à un participant ou bénéficiaire avec droits acquis;

*b)* la valeur des cotisations salariales versées, pour le compte d'un participant sans droits acquis, à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur avant la date de cessation du versement des cotisations;

*c)* la valeur des cotisations salariales versées à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur depuis la date de cessation du versement des cotisations jusqu'à la date de terminaison du régime;

*d)* la valeur des cotisations volontaires versées à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur jusqu'à la date de terminaison du régime;

*e)* la valeur des sommes reçues par le régime à la suite d'un transfert visé à l'article 117 ou 118;

2° la somme que représente la valeur des cotisations salariales ou volontaires perçues par l'employeur depuis la date de cessation du versement des cotisations jusqu'à la date de terminaison du régime, et non versées à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur;

3° la somme que représente la valeur non acquittée des droits acquis au titre des services effectués depuis la date de cessation du versement des cotisations jusqu'à la date de terminaison du régime;

4° la somme que représente la valeur de toute réduction de droits effectuée en application de l'article 267 ou 268.

**271.** En cas d'insuffisance d'actif pour l'acquittement intégral des droits des participants ou bénéficiaires qui viennent au même rang, l'acquittement se fait au prorata de la valeur des droits de chacun.

**272.** Les droits de tout participant visé par la terminaison partielle d'un régime interentreprises et à qui aucune rente n'est servie au titre du régime à la date de terminaison, peuvent ne pas être acquittés si les conditions suivantes sont remplies:

1° le régime prévoit que ce participant est réputé remplir les conditions requises pour avoir droit à la rente différée au titre des services que lui a reconnus ce régime avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

2° ce participant demeure participant actif;

3° le régime prévoit que tout employeur partie au régime à la date de terminaison ou après cette date est solidairement tenu d'assumer à tout moment les cotisations nécessaires à la capitalisation, au sens de l'article 145, des engagements du régime dont résultent ces droits.

**273.** Les droits de tout participant ou bénéficiaire visé par la terminaison partielle d'un régime interentreprises et à qui une rente est servie à la date de terminaison peuvent ne pas être acquittés si les conditions suivantes sont remplies:

1° ce participant ou bénéficiaire demande que le service de cette rente continue d'être assumé par le régime plutôt que par un assureur en vertu de l'article 295;

2° le régime prévoit pour ces droits une responsabilité des employeurs identique à celle prévue au paragraphe 3° de l'article 272.

### § 3.—*Répartition de l'actif*

**274.** La Régie peut soustraire à l'application de la présente sous-section l'acquittement des droits des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison partielle d'un régime, dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° lorsque ce régime est, à la date de terminaison, solvable au sens de l'article 175 et que ces droits sont liquidés à une valeur au moins égale à celle de la rente normale établie, le cas échéant, conformément à l'article 265;

2° s'il s'agit d'un régime interentreprises, lorsque ces droits ne sont pas tous acquittés, à condition que ce régime possède la solvabilité requise par le paragraphe 1° et qu'il prévoit que tout employeur partie au régime à la date de terminaison ou après cette date est solidairement tenu de garantir à tout moment, pour ces droits non acquittés, une valeur

au moins égale à celle de la rente normale établie, le cas échéant, conformément à l'article 265.

**275.** En cas de terminaison partielle de tout régime ou de terminaison totale d'un régime interentreprises, l'actif de ce régime est, pour l'acquittement des droits des participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison, réparti suivant les articles 276 à 284.

**276.** Dans les cas visés à l'article 275, les droits acquis au titre du régime par chacun des participants ou bénéficiaires non visés par la terminaison du régime sont établis, à la date de cette terminaison, conformément aux articles 264 à 268.

**277.** En cas de terminaison partielle d'un régime, les droits acquis au titre de ce régime par les participants ou bénéficiaires sont répartis en deux groupes, dont l'un est composé des droits de ceux visés par cette terminaison.

Si plusieurs employeurs sont visés par la terminaison partielle d'un régime interentreprises, le groupe composé des droits des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison est lui-même réparti conformément à l'article 278.

**278.** En cas de terminaison totale d'un régime interentreprises, les droits acquis au titre de ce régime par les participants ou bénéficiaires doivent être répartis en autant de groupes qu'il y a d'employeurs, chaque groupe étant, sous réserve de l'article 279, composé des droits acquis par un participant au titre de son travail auprès de l'employeur auquel ce groupe se rapporte.

**279.** Lorsqu'un participant a travaillé pour plusieurs employeurs parties à un régime interentreprises, les droits qu'il a acquis au titre de ce régime doivent, pour l'application du deuxième alinéa de l'article 277 et de l'article 278, être comptabilisés dans le groupe de droits se rapportant au dernier employeur pour lequel il a travaillé alors qu'il était participant actif.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas si le régime prévoit qu'en pareil cas, tout droit acquis par ce participant au titre de son travail auprès d'un employeur est comptabilisé dans le groupe de droits se rapportant à cet employeur.

**280.** En cas de terminaison partielle d'un régime interentreprises, les droits des participants ou bénéficiaires qui ne sont pas acquittés en application de l'article 272 ou 273 forment, pour la répartition de l'actif du régime, un groupe de droits distinct.

Est ajouté à ce groupe le reliquat des droits des participants ou bénéficiaires visés par une terminaison partielle antérieure de ce régime et qui, lors de cette terminaison, n'ont pas été acquittés en application de cet article.

**281.** L'actif de tout régime partiellement terminé ou d'un régime interentreprises totalement terminé est, sous réserve de l'article 282, réparti entre les groupes de droits formés en application de la présente sous-section, suivant la valeur des droits compris dans chacun de ces groupes et l'ordre d'acquittement établi par la présente loi.

**282.** L'actif d'un régime interentreprises totalement ou partiellement terminé est, en vue de sa répartition entre les groupes de droits formés en application de la présente sous-section, augmenté du montant que représente la somme des cotisations que tout employeur partie au régime a, en date de la terminaison, omis de verser à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur.

**283.** Lorsque, une fois l'actif du régime réparti conformément aux articles 281 et 282, il y a un excédent d'actif, celui-ci est réparti entre les groupes de droits formés en application de la présente sous-section, de manière que les engagements du régime dont résultent les droits compris dans chacun de ces groupes conservent un niveau de capitalisation identique ou similaire à celui qu'ils auraient s'il n'y avait pas terminaison du régime.

Ce niveau de capitalisation est déterminé sans tenir compte de la valeur des engagements du régime auxquels se rapporte toute portion d'un déficit actuariel initial ou d'amélioration qui reste à payer à la date de terminaison.

**284.** Toute cotisation qu'un employeur partie à un régime interentreprises a, en date de la terminaison totale ou partielle du régime, omis de verser à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur, doit être déduite de la part d'actif qui, en application des articles 281 à 283, est allouée au groupe de droits se rapportant à cet employeur.

#### § 4.—*Dette de l'employeur*

**285.** En cas de terminaison totale ou partielle d'un régime, constitue une dette de l'employeur le manque d'actif nécessaire à l'acquittement des droits des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison.

Si l'employeur a, à la date de cette terminaison, omis de verser des cotisations à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur, cette dette est l'excédent du manque d'actif sur ces cotisations.

Dans le cas d'un régime interentreprises, le présent article s'applique à chaque employeur partie au régime auquel se rapporte un groupe de droits formé en application de la sous-section 3 et composé des droits de participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison.

**286.** Lorsqu'un employeur partie à un régime interentreprises omet de rembourser sa dette visée à l'article 285 ou de verser, à la date de terminaison du régime, des cotisations dues à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur, les autres employeurs parties au régime à cette date sont responsables de l'acquittement des droits visés au paragraphe 1° de l'article 270 qui sont compris dans le groupe de droits se rapportant à l'employeur défaillant et qui ne peuvent être acquittés en raison de ce défaut.

Sous réserve de l'article 287, la part de responsabilité de chaque employeur est déterminée suivant le rapport du nombre de participants qui sont à son service à la date de terminaison au nombre total des participants au régime à cette date.

**287.** Le régime peut prévoir, quant à la responsabilité des employeurs prévue à l'article 286, un mode de partage différent de celui prévu au deuxième alinéa de cet article, pourvu que le montant à assumer par les employeurs ne soit pas inférieur au montant  $m$  de la formule suivante:

$$d \times \frac{v^1}{v^2} = m$$

« $d$ » représente la dette ou les cotisations non versées de l'employeur défaillant;

« $v^1$ » représente la valeur des droits visés au paragraphe 1° de l'article 270, établis pour les participants au service des autres employeurs à la date de terminaison;

« $v^2$ » représente la valeur des droits visés au paragraphe 1° de l'article 270, établis pour l'ensemble des participants au régime à la date de terminaison.

**288.** Toute somme due par un employeur en vertu de l'article 285, 286 ou 287 doit, dès sa détermination, être versée à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur.

Toutefois, la Régie peut, aux conditions qu'elle fixe, permettre à tout employeur d'étaler sur une période d'au plus cinq ans le versement de cette somme.

Toute somme non versée conformément au premier alinéa ou dont le versement est étalé en vertu du deuxième alinéa porte intérêt, à compter de la date de sa détermination, au taux fixé par règlement.

**289.** Toute somme versée par un employeur en vertu de la présente sous-section est utilisée pour l'acquittement des droits selon l'ordre de priorité établi par la présente loi; le solde, s'il en est, est liquidé selon la sous-section 5.

#### § 5.—*Remise de l'excédent d'actif*

**290.** Il ne peut être remis aucun excédent d'actif déterminé lors de la terminaison totale de tout régime ou de la terminaison partielle d'un régime interentreprises due au retrait d'un employeur, avant que les droits des participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison aient été acquittés, à moins que ceux-ci ne soient pas acquittés en application de l'article 272 ou 273, auquel cas l'excédent d'actif peut être porté au compte de ces participants en conformité avec le régime et la présente loi.

**291.** Il ne peut être remis aucun excédent d'actif déterminé lors de la terminaison partielle d'un régime, sauf dans le cas de terminaison partielle d'un régime interentreprises due au retrait d'un employeur.

Dans ce dernier cas, l'excédent d'actif peut être remis à l'employeur qui se retire ou aux participants ou bénéficiaires dont les droits sont compris dans le groupe de droits se rapportant à cet employeur.

**292.** Sauf si le régime prévoit que l'excédent d'actif déterminé lors de la terminaison totale est remis à l'employeur, l'excédent d'actif déterminé lors de la terminaison totale de tout régime ou de la terminaison partielle d'un régime interentreprises due au retrait d'un employeur doit être remis, dans le premier cas, aux participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison et, dans le second cas, aux participants ou bénéficiaires dont les droits sont compris dans le groupe de droits se rapportant à cet employeur.

**293.** Tout excédent d'actif qui, aux termes du régime ou de la présente loi, doit être remis à des participants ou bénéficiaires, doit l'être au prorata de la valeur de leurs droits.

§ 6.—*Dispositions diverses*

**294.** Les droits acquis au titre d'un régime par tout participant visé par la terminaison totale ou partielle de ce régime doivent, s'il a été participant actif pendant deux ans, être acquittés au moyen d'un transfert visé aux articles 117 à 124, compte tenu des adaptations nécessaires.

**295.** Sauf dans le cas visé à l'article 273, la rente acquise au titre d'un régime par tout participant ou bénéficiaire visé par la terminaison totale ou partielle de ce régime et dont le service est en cours à la date de cette terminaison, doit être garantie par un assureur.

Cette rente doit demeurer viagère et ne peut être versée sous une forme autre que celle autorisée par la présente loi.

**296.** Tout revenu qui provient du placement de l'actif du régime à répartir entre les participants ou bénéficiaires visés par la terminaison totale ou partielle de ce régime et qui est réalisé après la date de terminaison, doit leur être attribué au prorata de la valeur de leurs droits.

**297.** Le défaut de faire valoir des droits ainsi que le prévoit l'article 258 prive leur titulaire du droit d'en réclamer l'acquittement sur l'actif du régime.

**298.** L'administrateur ou, selon le cas, l'assureur doit communiquer à la Régie le nom et la dernière adresse connue de tout participant ou bénéficiaire qui, visé par la terminaison totale ou partielle du régime, est introuvable.

Si la Régie parvient, avec les informations dont elle dispose, à retrouver ce participant ou bénéficiaire, elle l'avise de cette terminaison et de l'adresse de l'administrateur ou, selon le cas, de l'assureur.

**299.** Si un participant ou bénéficiaire visé par la terminaison totale d'un régime est introuvable, toute somme qui doit lui revenir aux termes du régime ou du présent chapitre est remise au curateur public.

**300.** L'actif d'un régime non garanti dont certains remboursements ou prestations sont garantis par un assureur doit, lorsque ce régime se termine totalement ou partiellement, comprendre, aux fins de la liquidation des droits des participants ou bénéficiaires visés par cette terminaison, la valeur des droits garantis par cet assureur.

**301.** Si, dans le cas visé à l'article 300, la valeur des droits garantis des participants ou bénéficiaires visés par la terminaison du régime que l'assureur aurait à assumer en l'absence de terminaison, excède la valeur de ces droits telle qu'établie en application du présent chapitre, cet assureur est tenu, sur demande de l'administrateur, de garantir, jusqu'à concurrence de cet excédent, les droits non garantis des participants ou bénéficiaires.

**302.** La prime que peut exiger tout assureur tenu de garantir des droits en vertu de l'article 301 ne peut excéder la prime établie sur la base des hypothèses et méthodes actuarielles qui ont servi à déterminer la valeur visée à l'article 300.

**303.** L'application des articles 301 et 302 ne doit pas avoir pour effet de réduire le degré de solvabilité du régime.

## CHAPITRE XII

### RÉVISION ET APPEL

#### SECTION I

##### RÉVISION

**304.** La Régie peut, d'office ou sur demande de tout intéressé, réviser une décision ou une ordonnance qu'elle a rendue ou rendue par une personne ou un organisme exerçant un pouvoir délégué.

La personne ou l'organisme exerçant un pouvoir délégué peut aussi, d'office ou sur demande de tout intéressé, réviser sa décision.

**305.** La demande en révision doit être faite par écrit, dans les 60 jours de la date à laquelle la décision ou l'ordonnance contestée a été rendue; elle doit en outre exposer brièvement les motifs sur lesquels elle s'appuie.

Cette demande ne suspend pas l'exécution de la décision ou de l'ordonnance, à moins que celui qui l'a rendue n'en décide autrement.

**306.** La Régie ou, selon le cas, la personne ou l'organisme exerçant un pouvoir délégué dispose de la demande en révision sans retard et après avoir donné à tout intéressé l'occasion de se faire entendre.

Leur décision doit être motivée et notifiée, par courrier recommandé ou certifié, au requérant et à l'administrateur du régime.

## SECTION II

## APPEL

**307.** Celui qui est intéressé par une décision disposant d'une demande en révision peut interjeter appel à la Cour provinciale sur toute question de droit ou de compétence.

**308.** L'appel est formé par le dépôt auprès du secrétaire de la Régie d'un avis à cet effet signifié aux parties, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle a été rendue la décision portée en appel.

Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Régie.

**309.** Le secrétaire transmet immédiatement l'avis d'appel au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, selon le choix de l'appelant.

Il transmet aussi au greffe en quatre exemplaires, pour tenir lieu du dossier conjoint, le dossier relatif à la décision portée en appel.

**310.** Sous réserve de toute preuve additionnelle qu'il peut exiger, le tribunal rend sa décision sur le dossier qui lui est transmis par le secrétaire.

**311.** L'appel est régi par les articles 491 à 524 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), compte tenu des adaptations nécessaires.

Toutefois, les parties ne sont tenues de déposer que quatre exemplaires du mémoire de leurs prétentions.

**312.** La Cour provinciale peut, de la manière prévue par l'article 47 du Code de procédure civile, adopter les règles de pratiques jugées nécessaires à l'application de la présente section.

**313.** L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision en cause, à moins que celui qui l'a rendue ou le tribunal n'en décide autrement.

**314.** La décision de la Cour provinciale est sans appel.

## CHAPITRE XIII

## RÈGLEMENTS

**315.** La Régie peut, par règlement:

1° déterminer la forme et le contenu de tout document ou attestation prévu par la présente loi ou les règlements;

2° déterminer qui est habilité à préparer le rapport visé au paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 29;

3° déterminer les documents ou renseignements qui doivent accompagner la demande d'enregistrement d'un régime ou d'une modification;

4° déterminer, aux fins de l'article 53, le taux d'intérêt que peut prévoir un régime pour toute cotisation qui y est versée, ou qui s'applique à toute cotisation versée à un régime garanti, ou les règles régissant le calcul de ce taux;

5° déterminer ce que comprend, pour une période donnée, l'expression « rémunération » prévue au premier alinéa de l'article 91, ainsi que les règles régissant le calcul de la réduction visée à cet alinéa;

6° établir des règles concernant la revalorisation de toute rente ajournée;

7° fixer le montant mensuel viager de toute rente en deçà duquel cette rente peut, aux termes du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 108, faire l'objet d'un paiement en une somme unique;

8° déterminer, pour l'application de l'article 117, les régimes ou contrats de rente non régis par la présente loi qui sont compris dans l'expression « régime de retraite »;

9° fixer, aux fins de l'article 122, le taux d'intérêt qui s'applique à toute somme transférée en vertu de l'article 117 ou 118 dans un régime de retraite non régi par la présente loi;

10° fixer, pour l'application de l'article 118, le montant en deçà, duquel l'administrateur peut transférer dans un régime de retraite visé à l'article 117 toute somme prévue audit article;

11° déterminer les règles qui s'appliquent à tout transfert d'engagements, de droits ou d'actifs visé à l'article 125;

12° déterminer tout document qui peut être consulté en vertu de l'article 135;

13° déterminer dans quels cas un déficit actuariel n'a pas à être identifié dans l'évaluation actuarielle d'un régime, ou dans quels cas cette évaluation n'a pas à indiquer comment ce déficit est amorti;

14° prescrire les règles qui s'appliquent pour l'évaluation de l'actif d'un régime aux fins d'en déterminer la capitalisation ou la solvabilité;

15° déterminer les fonds ou sociétés de placement, les sociétés d'investissement à capital variable et les formes de placement auxquels ne s'applique pas le plafond fixé par l'article 215, ainsi que les conditions ou interdictions qui s'appliquent au placement de l'actif du régime dans les parts ou titres de ces fonds ou sociétés, ou dans ces autres formes de placement;

16° déterminer les formes de placement pour lesquelles le plafond fixé par l'article 215 est porté à 25%;

17° limiter ou prohiber le placement de l'actif du régime dans certaines formes de placement;

18° déterminer dans quels cas l'administrateur peut, malgré l'article 220, avoir le contrôle d'une personne morale;

19° fixer le montant qui constitue le plafond visé à l'article 225;

20° fixer le taux d'intérêt qui s'applique à toute somme non versée conformément au premier alinéa de l'article 288 ou dont le versement est étalé en vertu du deuxième alinéa de cet article;

21° déterminer les méthodes, hypothèses, règles ou facteurs qui s'appliquent ou qui sont prohibés aux fins du calcul de toute cotisation ou du montant de tout remboursement ou prestation auquel a droit un participant ou bénéficiaire, ainsi qu'aux fins du calcul de la valeur actuarielle de ce remboursement ou de cette prestation;

22° déterminer dans quelle mesure un document relatif à une matière visée par la présente loi et signé par un membre du personnel de la Régie peut engager celle-ci ou lui être attribué;

23° établir des conditions particulières pour l'enregistrement d'un régime établi en vertu d'une loi ou pour l'enregistrement d'une modification à ce régime;

24° déterminer dans quels cas et de qui la Régie peut exiger une attestation;

25° déterminer les règles de preuve et de procédure relatives à toute matière de sa compétence, les délais applicables et les documents requis;

26° prescrire les droits exigibles pour toute formalité prévue par la présente loi ou les règlements, ou pour le financement des frais engagés par la Régie pour l'administration de la présente loi, ainsi que leurs délais et modalités de paiement;

27° soustraire tout régime à l'application de la présente loi ou d'une disposition de cette loi;

28° déterminer, parmi les dispositions d'un règlement pris en vertu du présent article, celles dont la contravention est punissable aux termes de l'articles 329.

**316.** La Régie publie tout projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant qu'à l'expiration des 60 jours qui suivent celui de cette publication, il sera adopté avec ou sans modification et soumis pour approbation au gouvernement.

**317.** Tout règlement adopté par la Régie et approuvé par le gouvernement entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qu'il fixe.

## CHAPITRE XIV

### FONCTIONS ET POUVOIRS DE LA RÉGIE

**318.** La Régie a pour fonctions:

- 1° d'administrer la présente loi;
- 2° de promouvoir l'établissement et l'amélioration des régimes;
- 3° de surveiller et de contrôler l'administration et le fonctionnement des régimes.

**319.** Pour l'exercice de ses fonctions, la Régie peut notamment:

- 1° effectuer ou faire effectuer des études ou recherches sur toute matière relative à la présente loi;
- 2° faire l'inspection de tout régime;

3° préparer ou faire préparer, aux frais de celui qui est tenu de le fournir, tout document prévu par la présente loi ou qu'elle exige et qui n'est pas fourni conformément à la présente loi ou aux exigences de la Régie;

4° dans le cas d'un régime auquel ne s'applique pas le chapitre IX, exiger de l'administrateur ou de l'assureur, aux conditions et dans les délais qu'elle fixe, tout document ou renseignement qu'elle estime nécessaire pour vérifier la capitalisation ou la solvabilité de ce régime;

5° exiger de l'administrateur ou de l'assureur, aux conditions et dans les délais qu'elle fixe, tout document ou renseignement qu'elle estime nécessaire pour vérifier si un régime ou une évaluation actuarielle est conforme à la présente loi;

6° réaliser tout mandat que lui confie le gouvernement.

**320.** Aux fins du paragraphe 2° de l'article 319, l'inspecteur nommé par la Régie peut pénétrer à toute heure convenable dans tout lieu, autre qu'une maison d'habitation, où l'administrateur ou une partie à un régime détient un document relatif au régime, l'examiner et en prendre un extrait ou une copie.

**321.** Lorsque la Régie est d'avis que les hypothèses ou méthodes utilisées pour l'évaluation actuarielle d'un régime, la détermination de la valeur visée à l'article 68, la fixation du taux de rendement annuel sur le placement de l'actif ou dans le rapport terminal ne sont pas conformes aux principes actuariels ou comptables généralement reconnus, elle peut ordonner à l'administrateur ou à une partie au régime de prendre toute mesure régulatrice qu'elle fixe, aux conditions et dans les délais qu'elle indique.

Il en va de même lorsque la Régie estime que ces hypothèses ou méthodes ne sont pas appropriées, notamment au type de régime en cause, à ses engagements ou à la situation de la caisse de retraite.

**322.** La Régie peut, avec l'autorisation du gouvernement et conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères ou organismes, pour l'application de la présente loi.

Cette entente peut notamment prévoir:

1° à quelles conditions et dans quelle mesure la présente loi s'applique à un régime qui est aussi régi par une loi étrangère, ainsi que toute autre règle applicable à ce régime;

2° à quelles conditions et dans quelle mesure la présente loi s'applique aux droits ou aux actifs qui ont fait l'objet d'un transfert entre un régime régi par la présente loi et un régime régi par une loi étrangère;

3° la délégation de pouvoirs que la présente loi confère à la Régie ou qu'une loi étrangère confère à un organisme analogue.

**323.** Toute entente portant sur une matière visée au paragraphe 1°, 2° ou 3° du deuxième alinéa de l'article 322 doit être déposée à l'Assemblée nationale, dans les 15 jours qui suivent la date de sa conclusion si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

**324.** La Régie peut déléguer à un membre de son conseil d'administration, à un membre de son personnel ou à un comité qu'elle constitue et composé de l'une ou l'autre de ces personnes, tout pouvoir résultant de la présente loi. Cette décision est publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

**325.** Aucun document relatif à une matière visée par la présente loi n'engage la Régie ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par son président ou par un membre de son personnel mais, dans ce dernier cas, uniquement dans la mesure prévue par règlement.

**326.** La Régie peut, par requête, demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer une injonction dans toute matière visée par la présente loi.

La requête en injonction constitue une instance par elle-même.

La procédure prévue au Code de procédure civile s'applique, sauf que la Régie ne peut être tenue de fournir un cautionnement.

**327.** La Régie peut, d'office et sans avis, intervenir dans toute instance civile touchant la présente loi pour participer à l'enquête et à l'audition.

## CHAPITRE XV

### DISPOSITIONS PÉNALES

**328.** Est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 10 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou de 500 \$ à 25 000 \$ dans le cas d'une personne morale, quiconque:

1° contrevient à une disposition des articles 18, 20, 21, 30, 47, 49, 50, 51, 52, 121, 189, 196, 205, 212 à 231, 261 ou 262;

2° contrevient à une disposition réglementaire prise en vertu du paragraphe 15° ou 17° de l'article 315;

3° fait une fausse déclaration, entrave ou tente d'entraver dans l'exercice de ses fonctions la Régie, un membre de son personnel, un administrateur provisoire ou celui à qui la Régie délègue une fonction ou un pouvoir.

**329.** Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements non visée à l'article 328 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende qui n'excède pas 1 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou 2 500 \$ dans le cas d'une personne morale.

**330.** Dans le cas d'une première récidive, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur au double de l'amende auquel il a été précédemment condamné.

Pour toute autre récidive, le montant ne doit pas être inférieur au triple de la dernière amende auquel il a été condamné.

Il y a récidive lorsqu'il y a identité d'infraction et que la nouvelle infraction est commise dans les deux ans de la condamnation pour l'infraction antérieure.

**331.** Celui qui, par des encouragements, des conseils ou des ordres, en amène un autre à commettre une infraction visée à l'article 328 ou 329 est coupable de cette infraction ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence de ces encouragements, conseils ou ordres, s'il savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient comme conséquence probable la commission de l'infraction.

**332.** Celui qui, par son acte ou son omission, en aide un autre à commettre une infraction visée à l'article 328 ou 329 est coupable de cette infraction comme s'il l'avait commise lui-même, s'il savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

**333.** Toute poursuite pénale est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

## CHAPITRE XVI

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

**334.** Est un actuaire au sens de la présente loi toute personne membre de l'Institut canadien des actuaires, qui a le titre de « fellow » ou un statut que cet institut reconnaît comme équivalent.

**335.** Est un comptable au sens de la présente loi toute personne membre d'une corporation professionnelle de comptables visée à l'Annexe I du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26).

**336.** Est incessible et insaisissable:

1° toute cotisation salariale ou patronale versée ou qui doit être versée à la caisse de retraite ou à l'assureur;

2° toute somme remboursée ou toute prestation versée en vertu d'un régime ou de la présente loi et qui provient de cotisations salariales ou patronales;

3° à l'exception des cotisations volontaires et des prestations en résultant, toute somme qui a fait l'objet d'un transfert visé à l'article 117 ou 118 ainsi que tout remboursement de cette somme ou toute prestation en résultant.

Toutefois, une somme visée au paragraphe 1°, 2° ou 3° du premier alinéa est saisissable pour le paiement d'une dette alimentaire conformément à l'article 553 du Code de procédure civile.

**337.** Toute somme que l'employeur omet de verser conformément au régime ou à la présente loi constitue une créance privilégiée sur ses biens meubles et immeubles.

Ce privilège est colloqué au même rang que les créances des fournisseurs quant aux biens meubles et que les gages des domestiques quant aux immeubles.

Sauf dans le cas où l'employeur est l'administrateur, le privilège sur les immeubles est créé et conservé aux conditions prévues à l'article 2103 du Code civil du Bas Canada; l'enregistrement requis par cet article doit être effectué dans les 60 jours qui suivent celui de la connaissance du défaut de l'employeur.

## LOI SUR LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

**338.** L'article 21 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La Caisse doit tenir les placements de tout régime visé à l'article 20 séparés de ses propres placements et les gérer conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre *(inscrire ici la référence alphanumérique attribuée à cette loi)*) ou à la section IV, et, dans le cas des placements du régime visé au paragraphe c dudit article, en tenant compte, si elles ont été édictées, des normes générales faites par le comité de retraite à l'égard des fonds visés au paragraphe 2° de l'article 165 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. ».

## CODE DE PROCÉDURE CIVILE

**339.** L'article 553 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par le remplacement du paragraphe 7 par le suivant:

« 7. Les sommes déclarées insaisissables par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre *(inscrire ici la référence alphanumérique attribuée à cette loi)*) et les bénéfices accordés à des employés en vertu d'un régime de retraite établi par une loi, ainsi que les cotisations qui sont ou doivent être versées à un tel régime; ».

## LOI SUR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

**340.** L'article 9 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40) est modifié par le remplacement du paragraphe 2° du deuxième alinéa par le suivant:

« 2° Établir et administrer des régimes de retraite auxquels peuvent notamment adhérer des membres de plusieurs syndicats professionnels; ».

**341.** L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **14.** Les régimes de retraite établis en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 9 sont régis par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre *(inscrire ici la référence alphanumérique attribuée à cette loi)*), compte tenu des adaptations nécessaires. ».

**342.** Toute disposition législative générale ou spéciale prescrivant l'approbation préalable de la Régie pour l'entrée en vigueur d'un régime ou d'une modification est abrogée en ce qui concerne cette prescription.

**343.** La présente loi remplace la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17), sauf dans la mesure où cette dernière loi continue de s'appliquer à un régime en vertu de l'article 383.

**344.** Toute législation étrangère que le gouvernement a déclaré équivalente à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes est, sous réserve du deuxième alinéa de l'article 4, réputée équivalente à la présente loi.

**345.** Les enregistrements de régimes qui ont été effectués et les certificats d'enregistrement qui ont été délivrés en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes demeurent valides.

Il en est de même des autres décisions rendues en vertu de cette loi.

**346.** Les ententes conclues en vertu de l'article 74 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes demeurent en vigueur.

Elles peuvent toutefois être modifiées, remplacées ou abrogées conformément à la présente loi.

**347.** Toute affaire pendante à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, soit devant la Régie, soit devant une personne ou un organisme exerçant une fonction ou un pouvoir délégué, est continuée ou décidée suivant ladite loi.

Le présent article ne peut avoir pour effet d'invalider ce qui aurait déjà été valablement fait.

**348.** Toute poursuite d'une infraction à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes est intentée ou continuée suivant cette loi.

**349.** Les cotisations salariales ou volontaires versées au régime par un participant avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, avec les intérêts accumulés le cas échéant, portent intérêt, à compter de cette date, au taux visé à l'article 53.

**350.** Sauf s'il s'applique, en vertu du régime, à la prestation acquise au titre des services reconnus par le régime tant avant qu'après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'article 68 ne s'applique pas

à une prestation acquise par le participant ou par un de ses ayants droit au titre des services reconnus par le régime avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**351.** La valeur de la prestation à laquelle ne s'applique pas l'article 68 et qui est acquise par le participant ou par un de ses ayants droit au titre des services reconnus par le régime pendant la période comprise entre la date à laquelle le régime est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente et la date d'entrée en vigueur de la présente loi, doit être au moins égale aux cotisations salariales versées au régime par le participant durant cette période.

Pour l'application du premier alinéa, doivent être ajoutés aux cotisations salariales les intérêts accumulés jusqu'à la date à laquelle cette valeur est déterminée, calculés au taux prévu par le régime pour la période précédant l'entrée en vigueur de la présente loi et au taux visé à l'article 53 pour la période subséquente.

**352.** La valeur de la prestation visée à l'article 351 est déterminée suivant les mêmes hypothèses et méthodes actuarielles que celles utilisées pour déterminer la valeur visée à l'article 68.

**353.** L'article 70 ne s'applique pas à l'ayant droit d'un participant décédé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**354.** Malgré le paragraphe 2° de l'article 76, le participant qui a droit à une rente différée aux termes de l'article 81 sans avoir droit à une rente différée pour les services que lui reconnaît le régime avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, a droit au remboursement des cotisations salariales qu'il a versées au régime depuis la date à laquelle ce dernier est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, avec les intérêts accumulés.

**355.** Malgré l'article 81, le participant n'a droit à une rente différée au titre des services que lui a reconnus le régime depuis la date à laquelle ce dernier est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, que s'il rencontre les conditions suivantes au moment où il cesse son travail continu ou, dans le cas prévu au paragraphe 2° de l'article 43, cesse d'être participant actif :

1° avoir atteint l'âge de 45 ans mais non l'âge normal de la retraite;

2° avoir complété 10 ans de travail continu ou avoir été participant actif pendant au moins 10 ans.

**356.** La rente différée accordée en vertu de l'article 355 doit être au moins égale à la rente normale déterminée conformément au régime.

**357.** Doivent être comptés, pour la détermination de la rente différée visée à l'article 355, les services reconnus par le régime après la date à laquelle ce dernier est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente et qui se rapportent à une période antérieure à cette date.

Doit aussi être comptée, aux mêmes fins, toute augmentation de la valeur des droits acquis au titre des services reconnus par le régime avant cette date, pourvu que cette augmentation résulte d'une modification du régime survenue après ladite date.

**358.** Dans le cas d'un régime garanti par contrats individuels qui ont pris effet avant la date à laquelle le régime est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente et dont la capitalisation s'effectue au moyen de primes uniformes étalées sur une période qui n'excède pas l'âge de la retraite, la rente différée peut être égale à la rente qui, selon ces contrats, s'acquiert par les cotisations versées à compter de cette date, pourvu que tous les montants d'amortissement périodiques requis soient versés.

**359.** Dans le cas d'une rente ajournée avant le 1<sup>er</sup> avril 1982, la revalorisation de cette rente doit être telle que la rente payable à la fin de l'ajournement soit actuariellement équivalente à celle dont le service aurait débuté à cette date n'eût été de cet ajournement.

Cette revalorisation ne doit pas créer dans la caisse de retraite seulement des excédents d'actif ou seulement des déficits.

**360.** L'article 99 ne s'applique pas au conjoint d'un participant lorsque celui-ci a commencé à recevoir une rente prévue par la section III du chapitre VI avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**361.** Le montant visé au premier alinéa de l'article 114 doit être établi le (*inscrire ici la date de présentation à l'Assemblée nationale du présent projet de loi*) si le participant a, avant cette date, acquis droit à une rente dont le montant n'a pas été déterminé avant cette date.

**362.** Les articles 110 à 114 ne s'appliquent pas à une rente dont le montant a été déterminé avant le (*inscrire ici la date de présentation à l'Assemblée nationale du présent projet de loi*).

**363.** Malgré le paragraphe 1° de l'article 117, lorsqu'il a acquis droit à une rente différée au titre des services reconnus par le régime après la date d'entrée en vigueur de la présente loi mais sans avoir acquis droit à une telle rente au titre des services reconnus par le régime avant cette date, le participant a droit au transfert des cotisations salariales qu'il a versées au régime avant cette date conformément aux articles 117 à 124, avec les intérêts accumulés le cas échéant.

**364.** Malgré le paragraphe 2° de l'article 117, le participant n'a droit au transfert du montant que représente la valeur d'une prestation à laquelle il a acquis droit avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, que si le régime le prévoit.

**365.** Le chapitre IX ne s'applique pas au régime garanti dont les primes ont été fixées avant la date à laquelle ce régime est devenu assujéti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente, et dont la capitalisation s'effectue pour chaque participant par des primes uniformes payables sur une période qui n'excède pas l'âge normal de la retraite.

**366.** Constitue un déficit actuariel initial au sens de l'article 153 tout déficit visé au paragraphe *c* de l'article 1 du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes (R.R.Q., 1981, R-17, r. 1) et déterminé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**367.** Constitue un déficit actuariel d'exploitation au sens de l'article 156 tout déficit visé au paragraphe *d* de l'article 1 du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes et déterminé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**368.** Pour l'application de l'article 176, doit être ajouté au solde de tout déficit actuariel initial visé au paragraphe 1° dudit article le solde, à la date de l'évaluation actuarielle, de tout déficit qui, en vertu de l'article 367, constitue un déficit actuariel d'exploitation.

**369.** Malgré l'article 182, lorsqu'il s'agit de la première évaluation actuarielle faite après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, la somme nécessaire pour que le régime soit solvable ou partiellement solvable peut être amortie comme tout déficit actuariel d'exploitation.

**370.** Les déficits actuariels déterminés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi peuvent être amortis selon la loi en vigueur lors de leur détermination ou, si le régime est solvable au sens de l'article 175 à la date de la première évaluation actuarielle du régime faite après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, selon les règles

que prévoit celle-ci pour l'amortissement d'un déficit actuariel technique, après avoir transformé ces déficits en un seul déficit actuariel technique.

**371.** Dans le cas où un régime est sous tutelle à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le curateur désigné en vertu de l'article 56 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes continue d'agir à titre d'administrateur provisoire, comme s'il avait été désigné en vertu de la présente loi.

**372.** Malgré l'article 264, le participant qui, visé par la terminaison totale ou partielle d'un régime, n'a pas été participant actif pendant au moins deux ans à la date de terminaison et à qui le régime a reconnu des services avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, a droit, pour l'application du chapitre XI, à la valeur de la rente normale au titre de ces services.

Il en va de même, pour l'application de la sous-section 3 de la section II du chapitre XI, à l'égard d'un participant non visé par la terminaison du régime qui, à la date de terminaison, n'a pas été participant actif pendant au moins deux ans et à qui le régime a reconnu des services avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**373.** Les services visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 270 ne comprennent pas ceux reconnus par le régime antérieurement à la date à laquelle celui-ci est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente.

Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 270 ne s'applique pas aux cotisations salariales versées avant la date prévue au premier alinéa.

**374.** En cas de terminaison totale ou partielle d'un régime, l'ordre d'acquittement établi par l'article 270 doit être complété comme suit:

1° est acquittée immédiatement après les sommes visées au paragraphe 1° de l'article 270, la somme que représente la valeur des cotisations salariales versées à la caisse de retraite ou, selon le cas, à l'assureur avant la date à laquelle le régime est devenu assujetti à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes ou à une législation équivalente;

2° est acquittée immédiatement après la somme visée au paragraphe 1° du présent article, la somme que représente la valeur non acquittée des droits acquis au titre des services effectués avant la date prévue audit paragraphe et qui est payable à un participant ou bénéficiaire avec droits acquis;

3° est acquittée immédiatement après la somme visée au paragraphe 2° du présent article, la somme que représente la valeur non acquittée des droits conférés par l'article 372 au titre des services reconnus par le régime avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui est payable à un participant ou bénéficiaire sans droits acquis;

4° malgré le paragraphe 4° de l'article 270, est acquittée immédiatement après la somme visée audit paragraphe, la somme que représente la valeur de toute réduction de droits qui, en application de l'article 267, est effectuée en raison d'un déficit actuariel initial déterminé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**375.** La dette visée à l'article 285 ne comprend pas la somme que représente la valeur de toute réduction de droits qui, en application de l'article 267, est effectuée en raison d'un déficit actuariel non entièrement payé à la date de terminaison du régime et déterminé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**376.** Les sommes visées aux paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 374 qui ne peuvent être acquittées en raison du défaut de l'employeur de rembourser sa dette visée à l'article 285 ou de verser, à la date de terminaison du régime, des cotisations dues à la caisse de retraite, s'ajoutent, pour l'application de l'article 286, aux droits visés au paragraphe 1° de l'article 270.

Pour l'application de l'article 287,  $v^1$  et  $v^2$  comprennent, outre les droits visés au paragraphe 1° de l'article 270, les sommes visées aux paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 374.

**377.** L'article 294 ne s'applique pas aux droits acquis au titre des services reconnus par le régime avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sauf si, à la date de terminaison du régime, le participant a atteint l'âge de 45 ans et a complété 10 ans de travail continu ou a été participant actif pendant au moins 10 ans.

**378.** En outre des dispositions transitoires prévues par le présent chapitre, la Régie peut, par règlement, adopter toutes autres dispositions transitoires pour permettre l'application de la présente loi.

Les articles 316 et 317 s'appliquent à un règlement adopté en vertu du présent article; ce règlement peut aussi, une fois publié et s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**379.** Les modifications nécessaires pour rendre conforme à la présente loi tout régime en vigueur à la date d'entrée en vigueur de cette loi doivent être présentées à la Régie pour enregistrement dans les 12 mois qui suivent cette date ou dans le délai supplémentaire que celle-ci peut accorder.

**380.** Malgré l'article 379, si un régime concerne des travailleurs régis, selon le cas, par une convention collective, par une sentence arbitrale en tenant lieu ou par un décret rendant obligatoire une convention collective qui sont en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les modifications nécessaires pour rendre ledit régime conforme à cette loi doivent être présentées à la Régie pour enregistrement dans les trois mois qui suivent la date, selon le cas, de la signature d'une nouvelle convention collective, du prononcé d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, de la prolongation ou du renouvellement de ce décret ou de l'entrée en vigueur d'un décret qui remplace ce décret expiré.

La Régie peut accorder un délai supplémentaire pour l'application du présent article.

**381.** Dès qu'elles ont été enregistrées conformément à la présente loi, les modifications visées aux articles 379 et 380 ont effet:

1° dans le cas de l'article 379, depuis la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

2° dans le cas de l'article 380:

*a)* à l'égard des travailleurs régis, selon le cas, par une convention collective, par une sentence arbitrale ou par un décret en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, depuis la date d'expiration de cette convention ou de cette sentence ou depuis la date d'expiration, de prolongation ou de renouvellement de ce décret;

*b)* à l'égard des travailleurs qui ne sont pas régis par la convention collective, la sentence arbitrale ou le décret visés au sous-paragraphe *a*, depuis la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**382.** Constitue un déficit actuariel d'amélioration tout déficit actuariel résultant:

1° d'une modification du régime qui, visée à l'article 379 ou 380, a pour objet de rendre celui-ci conforme au chapitre IV, V ou VI;

2° d'une modification du régime qui a pour objet d'appliquer l'article 53, 68 ou 81 à des droits acquis au titre des services reconnus par le régime avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Le déficit actuariel d'amélioration constitué en vertu du premier alinéa peut être considéré comme un déficit actuariel initial.

**383.** Une convention collective, une sentence arbitrale en tenant lieu ou un décret rendant obligatoire une convention collective, qui sont en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui s'appliquent à des travailleurs adhérant à cette date à un régime, continuent d'avoir effet malgré la présente loi jusqu'à la date d'expiration de la convention ou de la sentence, ou jusqu'à la date d'expiration, de prolongation ou de renouvellement du décret.

La Loi sur les régimes supplémentaires de rentes continue de s'appliquer à ce régime, pour la même période, dans la mesure où il concerne des travailleurs régis par cette convention ou sentence ou par ce décret.

**384.** Tout comité de retraite formé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et dont la composition n'est pas conforme à l'article 191 peut continuer d'administrer le régime jusqu'à la date d'expiration du délai prévu à l'article 379 ou 380 pour la présentation de modifications ou jusqu'à toute date postérieure que peut fixer la Régie.

**385.** Dans toute loi, règlement, décret, arrêté, contrat ou autre document, à moins que le contexte ne s'y oppose:

1° un renvoi à une disposition de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi;

2° les expressions « Loi sur les régimes supplémentaires de rentes » et « régime supplémentaire de rentes » sont respectivement remplacées par « Loi sur les régimes complémentaires de retraite » et « régime complémentaire de retraite », notamment dans les dispositions suivantes:

*a)* le paragraphe *l* de l'article 22 de la Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14);

*b)* le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 38 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1);

*c)* le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 20 et le premier alinéa de l'article 45 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2);

*d)* l'article 138 de la Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1);

*e)* le paragraphe *e* de l'article 15 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4);

*f)* le cinquième alinéa du paragraphe 8° de l'article 464 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

*g)* le paragraphe *n* du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26);

*h)* le troisième alinéa de l'article 706 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);

*i)* le paragraphe *g* de l'article 76 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1);

*j)* le paragraphe *g* de l'article 113 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);

*k)* le paragraphe *g* de l'article 84 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);

*l)* le deuxième alinéa de l'article 1 et le deuxième alinéa de l'article 19.1 de la Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire (L.R.Q., chapitre C-64.01);

*m)* le paragraphe *b* de l'article 37 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70);

*n)* l'article 125 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1);

*o)* les articles 54 et 55 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5);

*p)* le premier alinéa de l'article 232 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14);

*q)* le deuxième alinéa de l'article 49 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1);

*r)* le paragraphe *b* de l'article 96 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2);

*s)* l'article 2 et les paragraphes *a* et *c* de l'article 3 de la Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-15);

*t)* le paragraphe *t* de l'article 1 et le paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 92 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20);

*u)* l'article 90.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8);

*v)* le paragraphe 10° de l'article 44 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

*w)* l'article 302 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1).

**386.** Aucune disposition d'un régime ne peut, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, avoir pour effet d'empêcher le paiement de la rente de retraite d'un participant avant qu'il ait atteint 65 ans, ou d'en permettre la réduction, en raison du fait que ce participant reçoit durant cette période la rente de retraite payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent, ou qu'il y est admissible.

Le premier alinéa ne s'applique pas si le participant demande la réduction de sa rente de retraite pour les raisons énoncées à cet alinéa, pourvu que cette réduction ne diminue pas la valeur de cette rente.

Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

[[**387.** Les crédits affectés à l'application de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes sont transférés pour permettre l'application de la présente loi.

Les crédits supplémentaires affectés à l'application de la présente loi pour l'exercice financier au cours duquel la présente loi entre en vigueur sont, dans la mesure déterminée par le gouvernement, pris sur le fonds consolidé du revenu.]]

**388.** Le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est chargé de l'application de la présente loi.

**389.** L'article 25 et la section V du chapitre VI prennent effet le (*inscrire ici la date de présentation à l'Assemblée nationale du présent projet de loi*).

**390.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**391.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure fixée par proclamation du gouvernement.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
CHAPITRE I	APPLICATION 1-5
CHAPITRE II	RÉGIME DE RETRAITE (6-27)
Section I:	Nature (6-16)
	§ 1.— <i>Dispositions générales</i> 6-8
	§ 2.— <i>Types</i> 9-16
Section II:	Établissement et entrée en vigueur 17-22
Section III:	Modification 23-27
CHAPITRE III	ENREGISTREMENT D'UN RÉGIME OU D'UNE MODIFICATION 28-39
CHAPITRE IV	ADHÉSION 40-43
CHAPITRE V	COTISATIONS 44-61
CHAPITRE VI	REMBOURSEMENT ET PRESTATIONS (62-116)
Section I:	Dispositions générales 62-74
Section II:	Remboursement 75-78
Section III:	Prestations (79-107)
	§ 1.— <i>Rente différée</i> 79-82
	§ 2.— <i>Rente anticipée</i> 83-85
	§ 3.— <i>Rente normale</i> 86-88
	§ 4.— <i>Rente ajournée</i> 89-97
	§ 5.— <i>Rente d'invalidité</i> 98
	§ 6.— <i>Rente au conjoint</i> 99-104
	§ 7.— <i>Rente additionnelle</i> 105-107
Section IV:	Aménagements 108-109
Section V:	Coordination 110-116
CHAPITRE VII	TRANSFERT DE DROITS, D'ENGAGEMENTS OU D'ACTIFS 117-128
CHAPITRE VIII	INFORMATION DES PARTICIPANTS 129-137
CHAPITRE IX	FINANCEMENT ET SOLVABILITÉ (138-186)
Section I:	Dispositions générales 138-143
Section II:	Financement (144-173)
	§ 1.— <i>Capitalisation</i> 144-151
	§ 2.— <i>Déficits actuariels</i> 152-173
Section III:	Solvabilité 174-183
Section IV:	Conditions d'acquittement des droits 184-186

CHAPITRE X	ADMINISTRATION D'UN RÉGIME	(187-245)
Section I:	Administration	187-211
Section II:	Placements	212-231
Section III:	Administration provisoire	232-245
CHAPITRE XI	LIQUIDATION D'UN RÉGIME	(246-303)
Section I:	Terminaison	246-258
Section II:	Liquidation des droits des participants ou bénéficiaires	(259-303)
	§ 1.— <i>Inapplication</i>	259-260
	§ 2.— <i>Établissement et collocation des droits</i>	261-273
	§ 3.— <i>Répartition de l'actif</i>	274-284
	§ 4.— <i>Dette de l'employeur</i>	285-289
	§ 5.— <i>Remise de l'excédent d'actif</i>	290-293
	§ 6.— <i>Dispositions diverses</i>	294-303
CHAPITRE XII	RÉVISION ET APPEL	(304-314)
Section I:	Révision	304-306
Section II:	Appel	307-314
CHAPITRE XIII	RÈGLEMENTS	315-317
CHAPITRE XIV	FONCTIONS ET POUVOIRS DE LA RÉGIE	318-327
CHAPITRE XV	DISPOSITIONS PÉNALES	328-333
CHAPITRE XVI	DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES	334-391